



Éducation nationale

## Evolution positive des résultats

Le CLA estime les besoins du secteur pour la rentrée prochaine à plus de 100 000 postes budgétaires d'enseignements.

Page 2

Pêche

## Le Sahara occidental devrait pouvoir négocier un accord de partenariat avec l'UE

Page 24



Par Saâd Taferka

Le début d'un mouvement de retour des populations rurales contraintes à l'exode pendant les années 1990, est une réalité tangible dont l'illustration est donnée par certains analystes, par une espèce de bel esprit anecdotique, à partir de la multiplication des litiges fonciers entre les fratries et les familles !

## Elections législatives

# Ould Abbès parle de «pressions» et de «chantage»

Le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Djamel Ouled Abbès a proféré de graves accusations contre certaines personnes qui voudraient imposer leurs candidats dans les listes du parti pour les prochaines élections législatives du 4 mai prochain.

- RND : Ouyahia appelle à une forte participation
- PT : Priorité aux problèmes qui «pèsent sur les citoyens»

Lire page 3



Algérie-OMC

## Le 13<sup>ème</sup> round des négociations prévu pour le semestre en cours

Page 4



Après plusieurs années d'exode et de déracinement

## Une nouvelle vie, non sans difficultés, commence dans le hameau

En effet, ce début de retour a redonné à la terre sa valeur originelle, bonifiée même par les programmes de développement menés par les pouvoirs publics en direction des ménages ruraux. Les notaires, les avocats, les experts fonciers et les huissiers de justice, impliqués, en tant qu'auxiliaires de justice dans les litiges fonciers, ont bien noté ce nouvel engouement pour la terre, ne serait-ce que pour y construire une maison dans le cadre du soutien de l'Etat financé sur le programme de l'habitat rural.

Plus d'un million de personnes ont été forcées au déplacement, d'après des évaluations faites à la fin des années 1990,

suite au climat d'insécurité qui avait affecté la campagne algérienne pendant la «décennie rouge». Ce sont des bourgades et de villages entiers qui furent vidés de leurs populations. Cet afflux vers les villes pour des raisons sécuritaires, se greffa à un exode rural de type purement économique basé sur la recherche de l'emploi et qui a commencé pratiquement dès l'indépendance du pays.

Depuis le milieu des années 2000, un perceptible mouvement de retour de certains ménages vers le milieu d'origine a commencé à se dessiner à la faveur du reflux du terrorisme.

Page 5

Sonatrach-ENI

## Pose de la première pierre d'une centrale photovoltaïque

Le groupe Sonatrach et la compagnie pétrolière italienne ENI ont posé hier la première pierre du projet d'une centrale photovoltaïque de 10 mégawatts (Mw) à Bir Rebaâ Nord (Ouargla), qui entrera en service en décembre 2017.

Page 2



Education nationale

# Evolution positive des résultats

Le CLA estime les besoins du secteur pour la rentrée prochaine à plus de 100 000 postes budgétaires d'enseignements.



Par Sofiane A. Mohamed

Le déroulement presque «paisible» de l'année scolaire en cours semble avoir influé «positivement» sur les résultats scolaires des lycéens algériens.

Selon les chiffres avancés par le conseil des lycées d'Algérie, il y a une «nette amélioration» dans les résultats du deuxième trimestre contrairement au premier trimestre où les résultats étaient médiocres. Le Conseil d'enseignants des lycées d'Algérie (CLA) a constaté «une nette amélioration» des résultats scolaires

des élèves des classes de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années secondaires durant le 2<sup>ème</sup> trimestre de l'année scolaire en cours. Le même syndicat a noté, en revanche, que les résultats des classes de terminale ont enregistré un «recul». Selon un communiqué du CLA publié vendredi à l'issue d'une réunion ordinaire. Ce recul constaté chez les terminales s'explique par «le taux d'absentéisme enregistré chez les redoublants». Dans le même document, le CLA dénonce des réductions dans «les budgets de gestion de fonctionnement» des établissements scolaires. Il dénonce également l'installation des

caméras de surveillance, «pour lutter contre la violence en milieu scolaire au lieu de procéder au recrutement de l'encadrement nécessaire (adjoints d'éducation, psychologues, conseillers pédagogiques... etc)». Le CLA estime les besoins du secteur pour la rentrée prochaine à plus de 100 000 postes budgétaires d'enseignements. Dans ce contexte, il appelle la tutelle à l'organisation «immédiate» d'un concours de recrutement et à «veiller à la transparence dans les concours de promotion». Dans une autre «analyse» des résultats du premier trimestre, le CLA a établi un constat

amer. D'après les chiffres récoltés par les enseignants du CLA et rendus publics en décembre 2016, 64% des élèves de 1<sup>ère</sup> année n'ont pas eu la moyenne. 55% des 2<sup>ème</sup> AS n'ont pas pu atteindre la moyenne et pour les 3<sup>ème</sup> AS, 59% d'entre eux n'ont pas réussi à obtenir une moyenne de 10/20. Le CLA avait annoncé que «les moyennes globales des 1<sup>ère</sup> AS de 8,93, celle des 2<sup>ème</sup> AS est de 9,32 alors que celle des 3<sup>ème</sup> AS est de 9,03». En tout cas, l'amélioration des résultats, n'est pas aussi importante, mais augure d'une fin d'année meilleure.

S.A.M.

Sonatrach-ENI

## Pose de la première pierre d'une centrale photovoltaïque à Ouargla

Le groupe Sonatrach et la compagnie pétrolière italienne ENI ont posé hier la première pierre du projet d'une centrale photovoltaïque de 10 mégawatts (Mw) à Bir Rebaâ Nord (Ouargla), qui entrera en service en décembre 2017.

Le P-DG de Sonatrach, Amine Mazouzi et l'administrateur délégué d'ENI, Claudio Descalzi, ont procédé ensemble à la pose de la première pierre de cette centrale photovoltaïque afin de produire une partie des besoins en électricité du champ pétrolier de Bir Rebaâ Nord opéré par le groupement Sonatrach-Agip (Agip est une filiale d'ENI).

Cette centrale photovoltaïque utilisera près de 32 000 panneaux solaires et s'étendra sur une superficie de 20 ha mitoyenne à ce champ et permettra d'économiser l'équivalent de 6 millions de m<sup>3</sup> par an de gaz. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la collaboration entre Sonatrach et ENI, engagée par l'ac-

cord du 25 novembre 2016, et la volonté des deux sociétés à coopérer dans le domaine de la promotion et le développement des énergies renouvelables, explique-t-on.

Par ailleurs, ce projet comprend aussi la mise en place à proximité de cette future centrale d'un laboratoire de recherche «intelligent» dédié aux énergies renouvelables pour développer et tester de nouvelles technologies renouvelables dans les conditions réelles, voire extrêmes du Sud algérien.

Pour rappel, le Programme national de développement des énergies renouvelables engagé par les pouvoirs publics prévoit une production d'ici à 2030 de 22 000 mégawatts d'électricité de sources renouvelables, destinée au marché intérieur, en plus de 10 000 mégawatts (MW) supplémentaires à exporter. Cet objectif permettra de réduire plus de 9% de la consommation d'énergie fossile à l'horizon 2030, d'économiser 240 milliards de

m<sup>3</sup> de gaz naturel, soit 63 milliards de dollars sur 20 ans.

Jusqu'à présent, le secteur a réalisé 400 Mw à partir d'énergies renouvelables à travers la centrale électrique hybride de Hassi R'mel (100 Mw) et la centrale solaire pilote de Ghardaïa (1,1 Mw), auxquels s'ajoutent 22 stations électriques solaires d'une capacité de 343 Mw à travers 14 wilayas, dont 270 Mw qui sont déjà en service.

Dans ce cadre, un appel d'offres national et international va être lancé pour la production de 4 000 Mw d'électricité à partir de sources renouvelables avec un cahier des charges obligeant les investisseurs nationaux et étrangers de produire et d'assurer le montage local des équipements industriels de production et de distribution des énergies renouvelables, notamment les panneaux photovoltaïques.

R. E.

Législatives

## L'ANR participe dans 38 circonscriptions électorales

Le Secrétaire général du parti de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli a fait savoir que sa formation politique «participera aux prochaines législatives au niveau de 38 circonscriptions électorales, en attendant que les tribunaux administratifs tranchent quatre recours introduits».

«Ma formation politique participera au niveau de 38 circonscriptions électorales en attendant que les tribunaux administratifs tranchent quatre recours introduits», a déclaré M. Sahli à la presse en marge de la clôture de la Conférence nationale des bureaux de wilayas et les têtes de listes, précisant que les listes de son parti étaient constituées principalement de «300 candidats dont 47% sont des femmes et 86% des universitaires avec une moyenne d'âge de 39 ans». M. Sahli a expliqué que le programme de sa formation était «de poursuivre les efforts en vue de réaliser le programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, car nous adhérons tous à ses réformes pour veiller sur la construction des institutions de l'Etat».

«Le programme électoral de l'ANR repose sur cinq axes, le premier étant le défi politique qui nécessite, selon M. Sahli, «l'approfondissement des réformes, le renforcement de l'Etat de droit et la concrétisation de l'entente nationale escomptée».

Evoquant le domaine économique, il a précisé que son parti plaide pour «la diversification économique».

«L'ANR va appeler, lors de la campagne électorale à poursuivre les réformes au secteurs de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique et de la justice», a-t-il conclu.

R. N.

## Front Al Mostaqbal La plupart des candidats sont universitaires

Le président du Front Al Mostaqbal, Abdelaziz Belaid, a annoncé, vendredi à Alger, que sa formation politique participera aux législatives du 4 mai prochain avec 550 candidats dont 365 universitaires.

Le Front Al Mostaqbal participera aux prochains élections législatives avec des listes «propres et jeunes jouissant d'un excellent niveau scientifique et politique», a indiqué M. Belaid avant la tenue de la réunion de coordination avec les têtes de listes de son parti.

Il a cité à ce propos, la composante humaine de ces listes qui compte 365 universitaires dont 17 docteurs universitaires sur un total de 550 candidats.

D'autre part, il a précisé que 182 candidats sur les listes de sa formation politique avaient un niveau secondaire, des jeunes en majorité ne dépassant pas les 41 ans.

S'exprimant sur la représentation de la femme, M. Belaid a affirmé que le taux des femmes avait atteint 31% du total des candidats en lice aux prochaines législatives.

Concernant les wilayas ou sera présent le Front Al Mostaqbal, il a indiqué que son parti avait rencontré «certaines difficultés au niveau de six wilayas», rappelant que le Front avait déposé 52 listes, 48 à l'échelle nationale et quatre circonscriptions de la communauté nationale à l'étranger.

Riad D.

## Elections législatives

# Ould Abbès parle de «pressions» et de «chantage»

**Le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Djamel Ouled Abbès a proféré de graves accusations contre certaines personnes qui voudraient imposer leurs candidats dans les listes du parti pour les prochaines élections législatives du 4 mai prochain.**



Par M. Ait Chabane

**S**ans citer de noms, le patron du vieux parti a évoqué «des pressions» sur sa personne et sa famille, faisant allusion à la citation du nom de son fils dans une affaire de corruption et de marchandage des listes de candidatures rapportée par certains médias. «Je n'ai pas cédé à ces pressions et je ne marcherai jamais dans ces combines. J'ai déjoué un complot contre l'Etat algérien», a asséné Djamel Ould Abbès, hier, à l'occasion d'une réunion avec les présidents des listes de candidatures de la wilaya de Sétif. Plutôt sur la défensive, le SG du FLN, visiblement embarrassé par ces péripéties fâcheuses qui ont émaillé l'opération de confection des

listes de candidatures du parti, a lancé un défi à l'adresse de ses détracteurs dont il n'a donné aucun indice. «Je défies quiconque qui trouvera quoi que se soit de compromettant sur le moudjahid Djamel Ould Abbès», a-t-il martelé, en guise de réponse, sans toutefois donner d'amples explications sur le marchandage des candidatures que des militants et cadres du parti ont eux-mêmes soulevés. «Le 4 mai et 2019 sont plus grands que nous, nous ne sommes que des militants», a-t-il encore lâché, pour dire, implicitement, que les personnes qui ont exercé des pressions et du chantage sur lui sont motivées par des ambitions présidentielles. Les accusations de Djamel Ould Abbès, destinées certes à s'en laver les mains des marchandages de

candidatures et d'une corruption à grande échelle invoquée par plusieurs parties, ne manqueront pas d'alimenter davantage l'animosité de ses détracteurs au sein du parti et des milliers de militants déçus d'être éjectées des listes pour les législatives. Aussi, les enjeux de la prochaine présidentielle qui approche à grandes enjambées présidentiels à cette cacophonie qui couve au vieux parti. En d'autres termes, la campagne électorale que mènera bientôt le vieux parti risque d'être émaillée par des dérapages à cause de cette adversité grandissante et du climat délétère qui règne parmi ses structures de base. Cela va sans parler du spectre de l'abstention redouté par tous, davantage accentué par ces dissensions partisans et ces batailles de leadership qui en

disent long sur les tiraillements dans le haut de la pyramide de ce parti majoritaire réservoir du pouvoir. A ce titre, Djamel Ould Abbès, censé venir au secours d'un parti laissé en lambeaux par son prédécesseur, ne semble pas accomplir cette tâche dans les meilleures conditions. Pi encore, les clivages s'amplifient et les dissensions se creusent dans un parti épié au virage par d'autres formations politiques qui ne cachent plus leurs ambitions de le détrôner à l'occasion du scrutin du 4 mai prochain. Le décès tragique d'un militant à Tiaret à cause d'un différend à propos de la liste dans la mouhafaha locale renseigne, on ne peut mieux, sur cette situation piteuse dans laquelle patauge le vieux parti.

M. A. C.

Campagne électorale du Parti des travailleurs

### Priorité aux problèmes qui «pèsent sur les citoyens»

La Secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a affirmé hier à Alger que la campagne électorale de sa formation politique en prévision des prochaines législatives serait «nationale par excellence», car la priorité sera accordée aux problèmes qui pèsent sur les citoyens et aux solutions applicables.

«La campagne électorale du PT en prévision des législatives du 4 mai prochain ne sera pas idéologique ou dogmatique, mais nationale par excellence, car elle constituera une occasion pour défendre les acquis réalisés à la faveur de la guerre de Libération», a précisé Mme Hanoune lors de sa réunion avec les cadres du parti.

La campagne électorale accordera la priorité aux problèmes qui «pèsent sur les citoyens» sous l'effet des lois promulguées par le gouvernement et aux «solutions applicables», exprimant le souhait que son parti puisse obtenir la «majorité aux élections pour pouvoir influencer sur le déroulement des événements».

La SG du PT a estimé que les élections étaient un «moyen de défense et de changement des situations» que vit le citoyen algérien à travers l'élection de personnes à la hauteur de cette mission, dénonçant à cette occasion les «pratiques politiques immorales» qui ont marquées l'opération d'élaboration des listes électorales de certains partis politiques.

Mme Hanoune a exhorté les citoyens à boycotter toutes les listes électorales concernées par ces pratiques, appelant la justice à intervenir rigoureusement pour sanctionner les auteurs.

Mme Hanoune a annoncé, par ailleurs, que le parti du PT tiendra à la fin de la semaine prochaine son conseil national fédérateur pour examiner les préparatifs des prochaines élections locales avant de procéder à la prestation de serment traditionnelle par les candidats aux élections.

R. N.

Lors d'un meeting à Illizi

## Ouyahia appelle à une forte participation

**L**e secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a appelé, hier à Illizi, à une forte participation aux prochaines élections législatives.

Animant un meeting à la Maison de la culture Othmani-Bali, M.Ouyahia a invité les citoyens à se rendre massivement aux urnes, le 4 mai prochain, afin de voter pour la stabilité du pays, la poursuite de l'effort de développement dans les différents domaines et la formation d'un Parlement «fort» qui répond aux attentes et objectifs de la nation.

Il a, dans ce sens, appelé les militants de sa formation politique à livrer un «message d'espoir» à travers l'ensemble du pays, et à

oeuvrer à la préservation de la sécurité et la stabilité du pays, en contribuant à la protection des frontières en soutenant les corps de sécurité déployés sur la bande frontalière.

Le SG du RND a, en outre, appelé aussi à préserver les valeurs nationales et religieuses de la société algérienne, basées sur un Islam modéré, à rejeter toutes les formes d'extrémisme et à rester attachés au référent religieux algérien véhiculé par les imams, savants et zaouias du pays.

Sur un autre plan, Ahmed Ouyahia a appelé à ne pas se laisser influencer par les idées destructrices intruses visant l'atteinte à la sécurité et la stabilité du pays,

et à veiller à la sauvegarde de l'unité nationale.

Au chapitre du développement, il a mis l'accent sur les différents programmes mis en place par l'Etat en faveur des régions du Sud, dont la wilaya d'Illizi, ainsi que sur les principaux projets ayant contribué à l'amélioration des conditions de vie du citoyen dans tous les domaines.

L'Algérie, et en dépit des turbulences financières traversées, a su préserver sa souveraineté financière, a évité le recours à l'endettement extérieur et a oeuvré à la rationalisation des dépenses publiques, a-t-il dit dans ce même cadre, avant d'appeler certaines formations politiques et analystes économiques à «ne pas

effrayer» le citoyen et à consolider la souveraineté économique du pays.

Les pouvoirs publics s'emploient, a-t-il dit, à générer de nouvelles ressources, de sorte à contribuer à une libération de la dépendance des hydrocarbures et à instaurer une dynamique d'investissement dans le tourisme, l'agriculture et autres, et capitaliser les facilitations préconisées par l'Etat dans ce sens, a soutenu M.Ouyahia, citant l'exemple du programme spécial lancé par le président de la République Abdelaziz Bouteflika de la wilaya de Biskra en 2009 et portant sur le soutien à l'agriculture et les avantages accordés à l'investissement, au Sud notamment. L'Etat

algérien, a-t-il ajouté, accorde un intérêt particulier à tout ce qui a trait à la vie quotidienne du citoyen et n'a pour cela pas introduit de charges fiscales sur des segments essentiels (eau, santé, éducation, alimentation et autres). «Il appartient, toutefois, de mettre fin à la spéculation sur les prix», a-t-il souligné. Le SG du RND avait tenu vendredi une rencontre avec les militants de son parti à Illizi, au cours de laquelle il a abordé une série de questions, notamment la préservation de la sécurité, le développement et la préparation de la prochaine échéance électorale. Il a eu aussi une activité de proximité au niveau de la localité de Tin-Tourha.

Reda A.

Selon l'étude Fanzone.dz

# La presse algérienne francophone est leader sur Twitter

La presse francophone en Algérie se porte à merveille sur le réseau social Twitter. Elle est même largement en avance par rapport à sa consœur arabophone qui n'arrive toujours pas à s'imposer sur le site de l'Oiseau bleu, a révélé la seconde édition de l'étude FanZone.dz dédiée à Twitter (les comptes du contenu algérien dépassant 10 000 followers), rendue publique hier.



Par Rachid Chihab

L'étude que réalise chaque mois l'agence de communication Interface Médias a indiqué que les comptes Twitter de la presse algérienne francophone arrivent en tête du classement média. Les cinq premières places des comptes des médias algériens sur Twitter sont occupées par la presse francophone. Le premier arabophone sur Twitter arrive à la sixième place. Le média algérien le plus suivi sur le réseau social Twitter est Algérie 360. La deuxième place est revenue au site électronique Tout sur l'Algérie (TSA).

«A l'exception du journal électronique *Algérie1* et d'*El Watan Week-end*, qui ont perdu respectivement 4 et 5 places, le reste

des médias francophone ont, soit gagné des points ou au moins préservé leurs places précédentes. *TSA* et *Maghreb Emergent* ont tous progressé d'un point, *El Watan*, *Liberté*, *Algérie Focus* et *HuffPost Algérie* ont maintenu leurs positions précédentes», peut-on lire dans le document. En revanche, les trois principaux médias arabophone sur Twitter à savoir *Ennahar*, *El Khabar* et *Echourouk* ont régressé chacun d'un point, ajoute la même source qui suit de près l'évolution des entités algériennes sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter.

Dans le classement général, le haut du tableau demeure dominé pour le deuxième mois consécutif, par les stars de l'Equipe nationale du football, mais avec un léger recul en termes de nombre followers en

comparaison avec le précédent classement.

«Le compte de Aïssa Mandi est ainsi passé de 1 340 000 followers au début février à 1 332 945 au début mars, soit un recul de près de 8 000 followers. Idem pour Islam Slimani qui a perdu 6 000 followers en l'espace d'un mois seulement», note l'étude. Elle ajoute : «Le fameux compte les Verts d'Algérie n'a pas échappé à cette tendance : 8 000 followers en moins en un mois. Ryad Mahrez est le seul joueur de l'EN à faire l'exception. Il a gagné, grâce à ses 10 000 nouveaux followers deux places dans le classement. Il passe de la 6<sup>ème</sup> à la 4<sup>ème</sup> place. La célèbre écrivaine algérienne Ahlam Mostghanmi a, quant à elle, perdu une place».

Fanzone.dz signale également la guerre que mènent les

opérateurs de la téléphonie mobile sur le réseau social Twitter. «L'opérateur de la téléphonie mobile Ooredoo reste dans cette seconde édition de Fanzone.dz la première marque algérienne sur Twitter. Au classement général, la marque a perdu sa place au profit du journal électronique *TSA*», indique-t-elle. «Voulant rattraper le retard, Djezzy marque une percée remarquable avec près de 30 000 nouveaux followers, ce qui la fait progresser de trois places. Mobilis, l'opérateur historique stagne, aussi bien dans le classement, que pour le nombre de followers. Il est toujours à la 31<sup>ème</sup> place avec 3 000 nouveaux followers seulement. Un résultat qui pourrait s'expliquer par le gel de ses insertions publicitaires sur les réseaux sociaux», note Fanzone.dz. **R.C.**

Algérie-OMC

## Le 13<sup>ème</sup> round des négociations prévu pour le semestre en cours

Le 13<sup>ème</sup> round des négociations multilatérales pour l'accession de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) devrait se tenir au cours du premier semestre en cours, a indiqué l'OMC dans son dernier bulletin d'information sur les accessions publié sur son site Web.

Cette date figure sur le calendrier évolutif des réunions des groupes de travail de l'accession des pays à l'OMC qui souligne que l'avis de convocation de cette réunion est en attente.

Depuis le dépôt de sa candidature en juin 1987 auprès de l'ex-Gatt (remplacé par l'OMC en 1995), l'Algérie a mené, à ce jour, 12 rounds de négociations et a répondu à plus de 1 900 questions liées essentiellement à son système économique.

L'Algérie a aussi tenu plus de 120 réunions bilatérales avec une vingtaine de pays, qui ont été couronnées par la conclusion, jusqu'à maintenant, de six accords bilatéraux avec Cuba, Brésil, Uruguay, Suisse, Venezuela et l'Argentine.

Au cours du dernier round de négociations multilatérales, tenu en mars 2014 à Genève, les membres de l'OMC s'étaient félicités des progrès «substantiels» que l'Algérie avait accomplis en modifiant son régime commercial.

Selon un rapport de l'organisation, l'Algérie avait renouvelé, à cette occasion, son engagement de mettre son régime commercial en conformité avec les règles de l'OMC et avait présenté les changements législatifs contenus dans le Plan d'action

législatif révisé.

Les renseignements fournis par l'Algérie «relancent les négociations concernant son accession et constituent une base pour faire progresser le processus», avait déclaré l'ex président du Groupe de travail, l'ambassadeur Alberto D'Alotto (Argentine), cité par ce rapport.

Pour rappel, l'Uruguayen Gustavo Miguel Vanerio Balbela a été désigné récemment comme nouveau président du groupe de travail de l'accession de l'Algérie à l'OMC en remplacement d'Alberto D'Alotto.

Créée le 1<sup>er</sup> janvier 1995, l'OMC a deux missions principales: définir de nouvelles règles du commerce international et régler les conflits commerciaux entre ses pays membres. **R. N.**

Protection civile

## Lahbiri salue les progrès dans l'intervention en milieux périlleux

Le directeur général de la Protection civile, le colonel Mustapha Lahbiri, a salué, hier à Bouira, «les progrès notables» réalisés par ses services notamment dans le domaine de l'intervention en milieux urbains et montagneux pour sauver des personnes en cas d'accidents ou d'incendies.

«Je constate beaucoup de progrès dans vos exercices, c'est encourageant», a dit le colonel Lahbiri à un des chefs des exercices et manoeuvres de simulation de sauvetage.

Les groupes rapides d'intervention en milieux périlleux (GRIMP) ont exécuté leur exercice de simulation à l'aide de cordes en utilisant des techniques précises pour sauver des vies humaines menacées par l'explosion.

Le colonel Lahbiri a assisté également à une autre manoeuvre de simulation de sauvetage en milieu montagneux dont le site périlleux. L'exercice a eu lieu au niveau de Tighzert, près du chalet du Kef à Tikjda, où l'activité touristique est très répandue, notamment pour les randonneurs.

Sur ce site, les équipes de grimpeurs de la Protection civile ont secouru et évacué avec succès les personnes en péril à l'aide de cordes et techniques nécessitant une véritable qualification physique et mentale. Au niveau du chalet du Kef, le premier responsable de la protection civile a suivi avec beaucoup d'attention à un exercice similaire exécuté sur l'ancienne ligne de télésiège de Tikjda pour le sauvetage et transport guidé des personnes exposées aux dangers en milieux montagneux.

Accompagné des autorités locales de la wilaya de Bouira, le colonel Lahbiri a exprimé sa grande satisfaction quant à l'exécution de ces exercices organisés avec beaucoup de professionnalisme.

Ces manoeuvres s'inscrivent dans le cadre d'un challenge national des équipes de grimpeurs venus de quelques wilayas du pays à savoir Alger, Khenchela et Bouira, dont cette dernière a remporté la première place.

Le même responsable s'est rendu ensuite à l'héliport de la protection civil réalisé au niveau Centre national de sport et de loisir de Tikjda (Cnslt). Sur place, il a honoré et remis des trophées et cadeaux aux lauréats du challenge national des équipes de grimpeurs ainsi qu'aux retraités de la protection civile et à des participants à une formation en secourisme de masse des citoyens qui s'est déroulée au niveau de l'enceinte du stade semi-olympique Ranah Bitat de la ville de Bouira.

Dans un point de presse tenu en marge de cette visite, le chargée de la communication de la Protection civile, M. Farouk Achour, a lui aussi loué les progrès qu'a connus Bouira dans le domaine de l'intervention en milieux périlleux et qui a connu la création de la première unité d'intervention qui nécessite un effectif de haute qualifications physiques et mentales pour assurer la prévention et la sécurité des personnes.

Reda A.

Après plusieurs années d'exode et de déracinement

# Une nouvelle vie, non sans difficultés, commence dans le hameau

**Le début d'un mouvement de retour des populations rurales contraintes à l'exode pendant les années 1990, est une réalité tangible dont l'illustration est donnée par certains analystes, par une espèce de bel esprit anecdotique, à partir de la multiplication des litiges fonciers entre les fratries et les familles !**



Par Saâd Taferka

**E**n effet, ce début de retour a redonné à la terre sa valeur originelle, bonifiée même par les programmes de développement menés par les pouvoirs publics en direction des ménages ruraux. Les notaires, les avocats, les experts fonciers et les huissiers de justice, impliqués, en tant qu'auxiliaires de justice dans les litiges fonciers, ont bien noté ce nouvel engouement pour la terre, ne serait-ce que pour y construire une maison dans le cadre du soutien de l'Etat financé sur le programme de l'habitat rural.

Plus d'un million de personnes ont été forcées au déplacement, d'après des évaluations faites à la fin des années 1990, suite au climat d'insécurité qui avait affecté la campagne algérienne pendant la «décennie rouge». Ce sont des bourgades et de villages entiers qui furent vidés de leurs populations. Cet afflux vers les villes pour des raisons sécuritaires, se greffa à un exode rural de type purement économique basé sur la recherche de l'emploi et qui a commencé pratiquement dès l'indépendance du pays.

Depuis le milieu des années 2000, un perceptible mouvement de retour de certains ménages vers le milieu d'origine a commencé à se dessiner à la faveur du reflux du terrorisme. Cependant, le mouvement n'a commencé à devenir important qu'après que les pouvoirs publics eurent lancé des projets de développement dans les zones rurales affectées par l'exode. Ces projets ont posé une multitude de problèmes pour qu'ils soient menés à bon port du fait de l'absence même de la population. Des conflits, particulièrement fonciers, éclatèrent au grand jour et furent gérés à distance, à partir des villes où les ménages concernés élaient domicile.

Peu à peu, une certaine décantation s'opéra et le retour des populations vers la terre d'origine devint une ambition légitime, voire un projet non chimérique.

En l'absence de statistiques fiables, il est malaisé d'évaluer avec précision l'importance du phénomène de retour ou d'évaluer son rythme réel après un exode qui aura duré plusieurs années - voire plus d'une décennie - dans les villes. Néanmoins, en tant que phénomène de société, il est bien visible dans plusieurs régions du pays, comme il peut être jugé comme timide dans d'autres régions. Cela dépend, bien entendu, des nouvelles conditions et des alternatives sociales qui sont offertes à ses populations.

Même si dans sa conception le programme d'habitat rural n'est considéré que comme mesure d'accompagnement, confortant les projets locaux de développement générateurs d'emplois, il est néanmoins appréhendé par les ménages expatriés dans les villes comme une condition sine qua non pour un espoir de retour. Et nous avons des exemples vivants dans beaucoup de wilayas où, contre toute attente, l'habitat rural a, à lui seul, attiré des centaines de foyers vers leurs communes d'origine. Une fois installés, les chefs de ménages tentent de décrocher des projets qui pourraient leur assurer un revenu minimal. La politique du ministère de l'Agriculture au début des années 2000 était d'assurer d'abord un emploi et un revenu pour le chef de famille, puis de l'aider à construire sa demeure avec un soutien de l'Etat qui était, initialement de 500 000 dinars, et qui est monté depuis 2008 à 700 000 dinars.

## Bouleversement général

Ce mouvement de retour, dont les premières esquisses sont constatées et enregistrées depuis maintenant presque 10 ans, a été motivé, outre l'intérêt que les pouvoirs publics ont accordé au développement des zones rurales, par d'autres facteurs tels que le retour de la sécurité dans la plupart des communes ayant subi l'exode et les pressions des conditions sociales, devenues intolérables dans les villes où les familles ont élu domicile. Ce dernier est, soit un taudis en tôle dans un bidonville à la périphérie du périmètre urbain, soit un appartement dans un bâtiment dont le prix de location est devenu tout simplement insupportable.

Incontestablement, les bouleversements qui ont affecté l'espace rural et le monde urbain dans notre pays au cours des deux dernières décennies n'ont d'égal que l'extrême tension qui a caractérisé la situation sociale, politique et sécuritaire du pays pendant cette étape de la vie de la nation. Pratiquement depuis 1962, aucun mouvement d'exode n'a pu prendre les proportions du déplacement forcé des populations intervenu depuis le début des années 1990. Contrairement aux anciens mouvements, où le chef de famille quitte le foyer rural à la recherche du travail dans la ville ou à sa périphérie, ce qui s'est produit au cours de la période de la «décennie rouge» est le départ massif de foyers entiers sans que le poste d'emploi pour le chef de famille soit

déniché à l'avance.

Dans un mouvement de précipitation généralisé, dicté par l'instant de survie, des milliers de familles campagnardes investissent les villes ou les banlieues et loueront des appartements avec l'argent issu du bradage du cheptel. Les loyers montent en flèche profitant de l'état de détresse des familles. On exigeait aussi qu'une avance, généralement d'une année, soit payée rubis sur l'ongle au bailleur.

## Mobilité forcée et déracinement

Sans espoir réel de dénicher un emploi là où il vient de débarquer, le chef de famille épuise son épargne, issue du bradage de ses biens, au bout de quelques mois. Les enfants, souvent déscolarisés, tombent dans le piège de la délinquance (drogue, banditisme...) que tend imparablement le milieu urbain marginal. A la nouvelle situation de misère, des problèmes de santé et des ennuis avec le voisinage, vont s'ajouter les difficultés d'assurer le paiement du loyer de location. Après moult déboires et l'assurance que l'impasse s'installe durablement, quelques familles ont tenté le retour vers le village ou le hameau natal. Mais, la tâche n'était pas de tout repos. Tout le paysage social, économique et même environnemental a changé, dans le mauvais sens bien sûr. A la place de certaines écoles ou de certains centres de soins, les revenants ont découvert des guérites des gardes communales. Sur les versants de montagnes et sur les collines et sur d'autres lieux où la machine terroriste a semé la mort et la désolation, les anciens habitants qui ont tenté le retour à partir des villes où ils s'étaient abrités temporairement, ont été rapidement déçus par le nouvel environnement qui s'offrait à eux : routes abandonnées, pistes détériorées, maisons effondrées, dispensaires et écoles primaires fermées, réseau d'AEP disparu, poteaux électriques dégarnis de fils...etc.C'est pourquoi, au cours des ces dernières années, la demande en équipements sociaux (logements, écoles, salles de soins...) explosera à la figure des gestionnaires des communes et des responsables politiques du pays. En outre, le déséquilibre de la répartition démographique caractérisant le territoire national, ajouté à la consommation effrénée des terres agricoles pour les besoins du béton, bouleversent les priorités et remettent en

cause l'efficacité de l'action des pouvoirs publics envers les populations.

Pour prendre conscience pleinement du phénomène de l'exode rural, il importe aussi de ne pas passer sous silence une gestion fort approximative des espaces ruraux au cours des années 1970 et 1980 du siècle dernier. L'abandon de l'espace rural pendant des décennies par les politiques publiques avait installé une forme de hantise chez tous ceux qui ont goûté aux délices éphémères de la ville. L'on ne pouvait imaginer l'ancien village ou hameau qu'englué dans la gadoue, envahi par toutes sortes de bestioles et d'insectes rendant la vie impossible.

A l'échelle des villages ou des foyers, une réalité a acquis sa part de certitude : un village ou un hameau abandonné à son sort par ses occupants - quelle qu'en soit la raison - ne peut pas être rempli spontanément par les gouvernants. La morale de l'histoire, comme le montrent des analyses et des études bien documentées, est qu'il faut d'abord réoccuper l'espace - maison, champ et dépendances - pour pouvoir attirer sur soi l'attention des pouvoirs publics.

## Revitalisation des espaces ruraux

C'est à la lumière de toutes ces données, qu'il y a lieu d'analyser sans doute aujourd'hui la politique de l'Etat en direction de ces régions sinistrées et d'apprécier à leur juste valeur - malgré certaines limites de l'action - les efforts pour la revitalisation des espaces ruraux algériens. Le mot revitalisation prend ici tout son sens étymologique, sachant qu'il s'agit réellement de réinstaller la vie.

La régression sociale qui a grevé de son poids l'espace rural et le sort peu enviable qui a frappé ses habitants forcés à se déplacer par milliers vers les villes, ont fait l'objet d'un examen approfondi par les experts lors d'une réunion walis-gouvernement il y a plus d'une dizaine d'années. Le projet dénommé Plan de soutien au renouveau rural y a été présenté par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Depuis 2009, cet axe a évolué en programme dénommé Renouveau rural, parallèlement au programme dit de Renouveau agricole. Ce programme a dégagé des thèmes fédérateurs articulés autour de quatre grands axes : amélioration des conditions de vie des foyers ruraux (réhabilitation de villages et ksours), diversification des activités économiques en milieu rural (amélioration des revenus), protection et valorisation des ressources naturelles, protection et valorisation du patrimoine rural matériel et immatériel (artisanat, culture).

Le bilan de ce vaste et ambitieux programme ne peut être établi dans l'immédiat, même si les premiers résultats - particulièrement sur le plan de l'habitat rural, des infrastructures de désenclavement et de l'élevage familial - sont déjà visibles sur le terrain. Il est indéniable que seule une politique persévérante et intégrée de développement économique dans les zones rurales peut hâter et fructifier le mouvement de retour des populations rurales déplacées. Cependant, le rétrécissement des capacités financières de l'Etat depuis la fin 2014 commence à se faire sentir sur le terrain où, face aux nouveaux besoins des populations rurales, l'offre de projets tarde à se manifester. En effet, depuis l'inscription et la réalisation des actions contenues dans le plan 2010-2014, il n'y a pas de nouvelles inscriptions, hormis ce qu'ont pu décrocher certaines communes dans le cadre des plans communaux de développement (PCD) ou des plans sectoriels, dont une grande partie est affectée par le gel. **S. T.**

Sahara occidental

# La liberté d'expression muselée par le Maroc

La liberté d'expression au Sahara occidental est muselée par le Maroc qui s'en prend aux journalistes au même titre que les militants des droits de l'homme, a dénoncé l'organisation britannique pour la défense des droits de l'homme au Sahara occidental.



L'ONG a écrit sur son site Web cette semaine, que «le régime marocain persécute et emprisonne des journalistes en raison de leurs opinions politiques, pour les mêmes chefs d'accusations mensongères que ceux dont il accuse les défenseurs des droits de l'homme».

Les journalistes au Sahara occidental sont particulièrement victimes des violations des droits de l'homme et souffrent souvent

de détention arbitraire et de torture, a relevé l'organisation.

Elle souligne que des rapports qui lui parviennent témoignent d'une augmentation alarmante des restrictions à la liberté d'expression exercées par le Maroc et ses violations des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occidental.

Adala UK cite l'exemple du journaliste de la ville sahraouie de Smara, Salah Labsir, qui se trouve encore aujourd'hui en prison,

après avoir été accusé, à tort, de violence préméditée contre la police et la destruction de biens publics en 2013.

Salah Labsir était entre 2005 et 2013 correspondant de presse. Il a aussi participé à des manifestations pacifiques appelant à l'autodétermination du Sahara occidental.

Persécuté en raison de ses positions politiques par les forces marocaines qui ont perquisitionné la maison de ses parents, le journaliste s'est réfugié dans les camps de réfu-

giés sahraouis en 2013.

Deux ans plus tard, il avait décidé de retourner à Smara pour rendre visite à ses parents, pourtant, inquiet et conscient des conséquences de ce voyage. Il avait fait une vidéo de lui, où il avait anticipé sa détention et demandé aux organisations internationales des droits de l'homme d'intervenir en cas de son arrestation.

Dans la vidéo, postée sur le site Web de Adala UK, Labsir a également évoqué la brutalité et les traitements inhumains infligés par les forces de sécurité marocaines, aux militants sahraouis opposés à l'occupation marocaine.

Tel qu'il l'avait pressenti, il fut arrêté à son arrivée à El Ayoun le 6 juin 2015, et emmené dans un lieu inconnu.

En 2016, Labsir a été condamné à 4 ans de prison ferme. Il a fait appel, mais sa peine a été confirmée par la cour d'appel. Son avocat a affirmé que le tribunal ne détient aucune preuve sur les fausses accusations, rapporte Adala UK.

Le journaliste sahraoui est détenu dans la prison d'Aït Melul, décrite par l'ONG britannique, comme la pire des prisons marocaines.

Le 31 mai 2016, il a fait une grève de la faim pour protester, entre autres, contre les conditions de sa détention non conformes aux normes et parce qu'il n'était pas autorisé à recevoir la nourriture que lui envoyait sa famille. Pour le punir d'avoir fait cette grève, ses geôliers l'ont maintenu à l'isolement. Se trouvant encore en prison, Salah Labsir a lancé un nouvel appel aux organisations internationales pour condamner le traitement des prisonniers politiques au Maroc, qui a paradoxalement, signé la Convention des Nations unies contre la torture.

Adala UK affirme encore que Labsir a été détenu uniquement en raison de ses activités politiques et ses écrits journalistiques soutenant la cause sahraouie et s'opposant aux violations des droits humains au Sahara occidental commises par le Maroc.

H. M.

Pour libérer les prisonniers politiques de Gdeim Izik

## L'eurodéputée Lopez appelle à faire pression sur le Maroc

L'eurodéputée Paloma Lopez, présente en sa qualité d'observateur, au procès des prisonniers politiques sahraouis de Gdeim Izik qui se déroule à Rabat, a appelé l'Union européenne à faire pression sur le Maroc pour «libérer immédiatement les prisonniers politiques sahraouis du groupe de Gdeim Izik».

Paloma Lopez a en outre demandé selon le journal électronique Mundo Obrero.es à la commission européenne d'introduire dans son ordre du jour à l'occasion de la session du conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève, la situation au Sahara occidental comme une «priorité, après avoir assisté à une audience du procès des 24 prisonniers politiques de Gdeim Izik».

Lopez a, en outre, souligné, ajoute la même source, que l'une des questions-clés, est l'élargissement des compétences de la mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso) à «l'observation et à la protection des droits de l'homme et l'aboutissement à la tenue d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental dans les plus brefs délais».

Paloma Lopez a expliqué que «le procès du groupe de Gdeim Izik a une nouvelle fois montré comment les droits les plus fonda-

mentaux des prisonniers politiques sont violés».

A ce titre elle a indiqué que «des preuves préfabriquées et des aveux obtenus sous la torture ont été présentés dans ce procès que le jugé a accepté sans faire d'enquête sur ces allégations».

Elle a également dénoncé, a ajouté la même source, «l'intimidation contre les familles des prisonniers, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Cour» et «l'arrestation d'un journaliste sahraoui» ce qui prouve «le caractère colonial de la justice marocaine».

L'union européenne si elle veut être «ferme dans la défense des droits de l'homme», elle ne «peut se limiter au dialogue politique ou aux finances et aux réformes judiciaires avec le Maroc». Ceci, a-t-elle dit «sert à légitimer l'occupation marocaine du territoire sahraoui et l'encourage à continuer les procédures arbitraires contre les étudiants les journalistes et le groupe de Gdeim Izik».

De son côté, le chef du groupe de travail du Moyen-Orient et de l'Afrique du parti espagnol Izquierda Unida, Jon Rodriguez, présent à Rabat à la tête d'une délégation du parti espagnol de l'izquierda unida pour assister à titre d'observateurs, au procès des prisonniers politiques de Gdeim Izik, a déclaré «qu'aucune preuve concrète contre les accusés n'a

été présentée depuis le début du procès». Après avoir entendu les chefs d'accusation, a-t-il poursuivi «nous n'avons même pas vu un certificat de décès des victimes présumées et aucune preuve impliquant les accusés n'a été présentée».

Il a, en outre, souligné que ce

«procès est clairement motivée par la politique» avant d'ajouter que tous «les accusés qui ont été interrogés jusqu'à présent ont dénoncé, toutes sortes de tortures physiques et psychologiques subies par les forces de sécurité marocaines pour obtenir des aveux forcés».

En outre, a ajouté le même observateur, les interrogatoires ont porté principalement sur les mouvements sociaux et politiques du Sahara occidental occupé et leurs liens avec le Polisario plutôt que sur les accusations dont ils font l'objet».

R. K.

### Entretien entre le secrétaire général de l'ONU et le président sahraoui

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a reçu, vendredi à New York, le président de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd), Brahim Ghali, a indiqué un communiqué du ministère sahraoui de l'Information. La rencontre s'est déroulée en tête-à-tête avant de s'étendre à la délégation sahraouie et celle du secrétariat général de l'ONU. Les entretiens entre les deux parties ont porté sur les efforts de l'ONU pour la résolution du conflit entre le Sahara occidental et le Maroc et les moyens susceptibles d'accélérer l'application du plan de règlement ONU-Afrique visant l'organisation d'un référendum pour l'autodétermination du peuple sahraoui, a indiqué le communiqué.

Le président sahraoui a saisi cette occasion pour réitérer l'«attachement du peuple sahraoui, sous la direction de son unique et légitime représentant le front Polisario, à sa lutte juste et légitime pour la liberté et l'indépendance, soulignant la disposition de la partie sahraouie à coopérer avec le SG de l'ONU et son envoyé spécial. Le président Ghali a appelé l'ONU à «assumer ses responsabilités vis-à-vis du respect de la légalité internationale et à l'arrêt immédiat des violations par le Maroc du droit international et du droit international humanitaire (DIH) en mettant un terme aux provocations qui menacent la paix et la sécurité dans la région». Le président sahraoui a appelé également à la libération de tous les détenus sahraouis et à mettre fin aux procès injustes des détenus de Gdeim Izik. Le représentant du front Polisario auprès de l'ONU, Ahmed Boukhari, a estimé que la «rencontre a été constructive et a permis d'évoquer la situation actuelle et l'action commune future pour le parachèvement du processus de décolonisation du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique».

La rencontre s'est déroulée en présence de M'hamed Khedad, membre du secrétariat national et coordinateur sahraoui auprès de la Minurso, Mouloud Saïd, membre du secrétariat national et représentant du front Polisario à Washington et Abdati Abrika, conseiller auprès de la présidence sahraouie outre Jeffrey Feltman, secrétaire général adjoint aux affaires politiques et Maria Louiza Viotti, chef de cabinet du SG de l'ONU.

R. S.

Polyarthrites rhumatoïdes

## L'importance du dépistage précoce souligné

L'importance du dépistage précoce des polyarthrites rhumatoïdes pour en éviter les complications a été soulignée, vendredi à El-Oued, par les participants au 15ème congrès national de l'association des rhumatologues algériens privés.



**L**e dépistage précoce des polyarthrites rhumatoïdes est devenu aujourd'hui une nécessité pressante au vu des résultats des recherches scientifiques modernes donnant lieu à un traitement médical délicat, a indiqué le président de l'Association précitée qui dirige les travaux du congrès, Ameur Louafi.

De plus, le traitement dans les cliniques privées spécialisées en rhumatologie "se doit d'être appuyé par une coordi-

nation avec d'autres spécialités médicales et chirurgicales, telles que la chirurgie orthopédique, la neurochirurgie, la médecine du sport, l'imagerie et l'échographie", a-t-il expliqué. Diverses communications scientifiques dans le domaine médical seront animées lors des travaux de ce 15ème congrès, pour un approfondissement des connaissances et expériences sur ces spécialités chirurgicales afin de permettre aux praticiens et spécialistes privés d'améliorer

leurs prestations et concrétiser l'objectif du dépistage précoce des polyarthrites rhumatoïdes, a-t-il ajouté.

Le Pr. J. Rodineau, spécialiste français de médecine du sport, a mis l'accent, dans son intervention sur "les lésions méniscales à opérer ou à traiter par des moyens conservateurs", sur l'importance de la maîtrise, par les spécialistes des maladies rhumatismales, des notions d'orthopédie, de médecine du sport, d'imagerie et d'échographie, car consti-

tuant des spécialités déterminant, à travers la précision du dépistage médical, le type de traitement à adopter.

Les travaux de la première journée du congrès se sont articulés autour des polyarthrites rhumatoïdes et leur lien avec l'obésité et le cancer, ainsi que la rationalité dans l'utilisation des médicaments, notamment dans les doses administrées, et les perspectives de traitement naturel, avec des produits biologiques, des polyarthrites rhumatoïdes chroniques.

Le programme de ce 15ème congrès, qui s'étalera sur deux jours, prévoit neuf ateliers techniques de formation au profit des praticiens spécialistes privés en rhumatologie, dont les douleurs lombaires, l'échographie, les douleurs dorsales, l'ostéoporose et autres.

Le volet académique du congrès, auquel prennent part quelque 120 praticiens spécialistes privés, est encadré par 33 conférenciers, dont des sommités dans les maladies rhumatismales, la médecine du sport, issus de différents établissements hospitalo-universitaires du pays et des professeurs étrangers (France et USA).

R. O.

Adrar

## Plus de 860 consultations effectuées par des spécialistes d'Alger et Oran

**A**u moins 867 consultations médicales spécialisées et 124 interventions chirurgicales ont été effectuées à Adrar par un staff de praticiens bénévoles issus des CHU d'Oran et Mustapha Pacha d'Alger, a-t-on appris vendredi des responsables du secteur de la santé de la wilaya d'Adrar.

L'initiative, qui s'est étalée sur une semaine, a permis à ce staff médical constitué de 47 spécialistes d'exécuter ce programme médical bénévole à travers les structures hospitalières des communes

d'Adrar, Reggane, Timimoune et Aoulef, a-t-on signalé.

Les consultations médicales ont été effectuées dans les domaines de la chirurgie générale, les maladies cardiovasculaires, gynécologie-obstétrique, endocrinologie, diabétologie, néphrologie, neurologie, pneumologie et de l'urologie.

Ainsi, 674 consultations ont été menées dans différentes spécialités médicales et 193 autres en gynécologie-obstétrique, tandis que les interventions chirurgicales ont porté sur 98 opérations de chirurgie

générale et dans les spécialités cardio-vasculaires, de neurologie et d'urologie et 26 en gynécologie-obstétrique, a précisé la même source.

Les interventions chirurgicales ont été menées au niveau des établissements hospitaliers, tandis que les consultations médicales l'ont été au niveau des polycliniques relevant des établissements publics de santé de proximité.

Cette initiative de solidarité a été ponctuée par une journée de formation sur les meilleurs moyens de prise en

charge médico-chirurgicale, organisée au siège de la wilaya d'Adrar en direction des praticiens et paramédicaux locaux.

Elle a été couronnée aussi par la signature d'une convention de jumelage entre l'établissement public hospitalier d'Adrar et l'établissement hospitalo-universitaire d'Oran, portant sur l'organisation de consultations médicales et d'interventions chirurgicales et la formation continue des personnels locaux du secteur de la santé.

A. L.

Sida

## Des chercheurs trouvent un moyen de repérer une cachette du virus dans le corps

**D**es chercheurs français ont trouvé un moyen de repérer des cellules sanguines "réservoirs" qui servent de cachette au virus du sida, ce qui offre selon eux une nouvelle piste pour éliminer le virus de l'organisme des séropositifs traités.

Pouvoir localiser, et un jour neutraliser, les cellules "réservoirs" est un objectif stratégique de la recherche pour éliminer du corps le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) qui provoque le sida. "Cette découverte ouvre la voie à une meilleure connaissance fondamentale des réservoirs viraux", a

souligné l'institut français de recherche (CNRS) qui a participé à ces travaux publiés mercredi dans une revue spécialisée.

"A plus long terme, elle devrait déboucher sur des stratégies thérapeutiques visant à éliminer de l'organisme le virus latent", ajoute le CNRS dans un communiqué.

Il n'existe actuellement pas de traitement pour guérir les séropositifs qui sont contraints de prendre des médicaments à vie pour juguler l'infection.

Une petite proportion de cellules du système immunitaire, des globules blancs dans la catégorie

de ceux appelés lymphocytes T CD4, abritent le virus "dormant" et lui permettent de ressurgir et de proliférer après l'arrêt du traitement.

Ce sont ces cellules que les chercheurs ont étudiées. L'infection par le VIH entraîne une réduction progressive du nombre des cellules T CD4 dans le sang, en l'absence de traitement. Leur nombre est utilisé par les médecins pour vérifier l'efficacité des traitements.

Dans les tests réalisés à partir du sang des patients infecté par le VIH, les chercheurs ont réussi à

repérer une protéine, baptisée "CD32a", à la surface des cellules réservoirs pour le virus, mais absente des cellules saines.

Un tel "marqueur" s'est révélé très difficile à trouver, a commenté le chercheur sur le sida Douglas Richman de l'Université de Californie à San Diego, qui n'a pas pris part à l'étude.

Reste à savoir, selon lui, si la protéine "CD32a" joue un rôle actif pour permettre au virus de s'installer dans les cellules CD4. Si oui, cela pourrait déboucher sur une cible séduisante pour mettre au point des médicaments pour empê-

cher le virus de se maintenir de façon furtive.

Tout en décrivant l'étude comme potentiellement majeure, M. Richman relève que le marqueur n'a été trouvé que dans la moitié environ des cellules réservoirs T CD4. Il reste également à déterminer si cette protéine est un bon marqueur pour les lymphocytes T CD4 qui se trouvent ailleurs que dans le sang, dans les ganglions lymphatiques, la moelle osseuse, l'intestin et d'autres tissus qui pourraient contenir également des réservoirs, a-t-il ajouté.

L. M.

### Selon une étude Des mutations d'un gène répandu accélèreraient le vieillissement cérébral

Des mutations d'un gène découvert chez environ un tiers de la population américaine expliqueraient pourquoi certaines personnes connaissent un vieillissement cérébral plus rapide que d'autres, selon une étude publiée dans une revue scientifique.

Le gène mutant "TMEM106B" peut accélérer de douze ans le vieillissement, selon les chercheurs.

Ces mutations génétiques commencent le plus souvent vers 65 ans, surtout dans le cortex préfrontal où se trouve le siège des fonctions cognitives comme la concentration, le jugement et la créativité.

"Si on regarde un groupe de personnes âgées, certaines paraissent plus âgées tandis que d'autres font plus jeunes", relève Asa Abeliovich, professeur de pathologie et de neurologie à l'Institut de recherche sur la maladie d'Alzheimer et le vieillissement cérébral à l'université Columbia à New York.

"Les personnes ayant deux copies de ce mauvais gène paraissent douze ans plus âgées selon diverses mesures biologiques que celles avec deux copies normales", précise-t-il.

Selon lui, jusqu'à 65 ans, "tout le monde est pareil et ensuite il y a apparemment chez certains une sorte de stress qui agit".

"Si vous avez la chance d'avoir les deux bonnes copies de ce gène, vous répondez bien au stress mais si vous avez les deux gènes défectueux, votre cerveau vieillit vite", relève le chercheur. L'équipe scientifique a trouvé ce gène mutant en examinant les données génétiques provenant de l'analyse des cerveaux de 1.904 personnes qui ne souffraient pas, en apparence, de maladies neurodégénératives.

De précédentes études avaient identifié des variantes génétiques pouvant accroître le risque de pathologies neurodégénératives comme le gène de l'ApoE (apolipoprotéine E) dans la maladie d'Alzheimer.

La découverte de mutations du gène "TMEM106B" pourrait aboutir au développement d'un nouveau biomarqueur afin de mettre au point des thérapies contre le vieillissement, et à l'identification de cibles potentielles pour la prévention ou le traitement des troubles cérébraux liés à l'âge comme Alzheimer, estiment les chercheurs.

"Mais ces gènes n'expliquent qu'une petite partie de ces maladies", relève Hervé Rhinn, professeur adjoint de pathologie et de biologie cellulaire à l'université Columbia. "Le vieillissement est de loin le principal facteur de risque d'une maladie neurodégénérative".

"Quelque chose change dans le cerveau avec l'âge qui nous rend plus vulnérables à ces maladies", poursuit le chercheur.

L. R.



Localité de Zelfana

# Une vitrine du thermalisme dans le sud

**Véritable vitrine du thermalisme traditionnel dans le sud du pays, les thermes de Zelfana (Ghardaïa) jouissent d'une renommée régionale et nationale, en dépit d'un manque criard de structures modernes de cure et d'hébergement.**

**N**ichée dans les méandres de la Hamada et les dunes de sables, à la croisée des chemins menant vers Ouargla et l'extrême sud et à 400 mètres d'altitude, cette zone thermale est aujourd'hui un site de convivialité, d'ombrage et de détente pour les populations de la wilaya de Ghardaïa et les régions avoisinantes.

Chaque week-end et lors des jours fériés ou des vacances scolaires, des milliers de personnes, pour la plupart âgées, convoitent les bassins thermaux de Zelfana pour se détendre et se ressourcer au contact d'une eau limpide aux propriétés spécifiques susceptibles d'assurer une mise en forme de l'individu.

Phénomène de mode, le thermalisme est devenu en Algérie un véritable signe sociétal qui touche une population croissante à la recherche de cure, de mise en forme et d'autres traitements thérapeutiques.

Les vertus curatives de ses eaux thermales, unanimement reconnues, attirent des milliers d'adeptes aussi bien pour la remise en forme que pour des cures contre certaines pathologies telles que les affections rhumatismales et dermatologiques.

Toutefois, relèvent des acteurs



locaux, la situation actuelle de la station thermale de Zelfana ne reflète ni la richesse ni la diversité de ses atouts, en raison d'un manque de structures et d'équipements spécifiques pour le thermalisme.

Dotée d'une capacité d'hébergement de 720 lits, selon les services de la daïra, cette localité thermale est loin de répondre aux exigences des curistes et des visiteurs, bien que de nombreux citoyens profitent de l'afflux des curistes pour louer leurs logements et autres garages aux visiteurs en quête de cure thermale.

L'eau thermale de Zelfana, dont la température est de 41,5 degrés et aux vertus avérées, a été à l'origine de l'apparition et la prospérité de cette localité depuis l'apparition du premier forage en 1947.

Une affluence conséquente estimée à plus de 300.000 curistes est constatée annuellement dans

cette petite station thermale qui compte uniquement neuf petits hôtels et bungalows et 6 piscines.

Pour de nombreux médecins, le thermalisme constitue également une réponse à de nouveaux enjeux de santé publique, et représente, au même titre que la phytothérapie et l'acupuncture, un traitement médical.

Ils observent que le thermalisme connaît une phase de croissance modérée depuis une dizaine d'années en introduisant les cures thermales comme soin médical et comme thérapie. Cependant, l'absence de médecins spécialisés en la matière freine son développement, soutiennent-ils.

### **Intégrer le tourisme thermal dans la dynamique de développement**

Insistant sur le rôle du tourisme national dans la dynamique de développement durable de la

région de Zelfana, le chef de Daïra, Abed Kerdjoudj, estime que le thermalisme constitue «un palliatif et un soutien au maintien de l'industrie touristique en période de crise».

«Les structures thermales participent à l'attractivité et à l'économie de notre Daïra», s'est-il félicité.

Dans le programme de développement à court terme, les pouvoirs publics ont élaboré une stratégie pour l'extension des zones de détente de Zelfana, la facilitation pour les investisseurs pour l'aménagement et la réalisation de nouvelles structures thermales et hôtelières modernes ainsi que la réhabilitation et la rénovation des thermes existants afin d'agrémenter les séjours des curistes et faire de cette destination touristique, qui réunit des sites naturels diversifiés, une des plus importantes du sud Algérien, selon les services de la wilaya.

Des acteurs locaux et des professionnels du secteur dans la région placent de grands espoirs sur la réalisation de projets modernes aux normes universelles qui devront avoir un impact positif sur le secteur et les activités annexes, et devront contribuer à l'enrichissement du produit touristique de la région.

Aujourd'hui, de nouvelles perspectives s'ouvrent aux thermes de Zelfana, avec la création de différents centres de repos pour les travailleurs de nombreuses sociétés et organismes étatiques, prévoient-ils.

La concrétisation des projets prévus par les plans de la zone d'expansion touristique (ZET) pourrait faire de Zelfana un pôle santé-beauté-forme et la première destination de santé et d'écotourisme dans le sud, selon la wilaya.

R. Z.

Tlemcen

## Des étudiants participent à une randonnée en montagne

Plus de 270 étudiants de différentes universités du pays ont pris part jeudi à la 2ème édition nationale de randonnée sur les hauteurs de la ville de Tlemcen, organisée par le rectorat de l'université de Tlemcen.

Cette manifestation de sport et loisirs a permis aux participants, quatre heures durant, de contempler la beauté de la nature, de découvrir des sites témoins de la civilisation de la ville de Tlemcen remontant à une époque lointaine et de prendre du plaisir au milieu d'un couvert végétal sur une hauteur de 1.000 mètres, selon le chef du service activités à la faculté de lettres de l'université de Tlemcen, Mustapha Hassan.

Ainsi, 192 étudiants pratiquant la marche de plusieurs universités du pays dont 80 de l'université de Tlemcen ont été encadrés dans cette randonnée pédestre par 15 spécialistes de la marche et 50 autres de la sécurité et la maintenance.

L'itinéraire s'étend de la station de Sidi Abdallah Dal Baal, passant par la «place du jeune tlemcénien», jusqu'aux cascades de l'Ourit à Ain El Ghmori où se trouve une source romaine appelée par les Tlemcénien «Sakiet En-Nasrani» remontant au 5ème siècle, a-t-on indiqué.

Cette initiative a pour objectif de faire découvrir l'histoire de la ville, voire revisiter des haltes historiques dont celle du mouvement national à l'époque et bien avant celle des dynasties almoravide, almohade, zianide et mérinide.

La première édition de cette manifestation nationale a eu lieu aux monts de Tikdja dans la wilaya de Bouira.

M. R.

Constantine

## Plan vert pour la mise en terre de 900 arbustes

L'association de protection de la nature et l'environnement (APNE) de Constantine envisage de mettre en terre 900 arbustes et plantes d'ornement à travers les établissements scolaires de plusieurs communes de la wilaya dans le cadre d'un «plan vert» s'étalant sur une durée d'un mois, a-t-on appris jeudi de son président.

S'inscrivant dans le cadre d'une opération de reboisement lancée par l'APNE depuis le 9 mars en cours, cette initiative se poursuivra jusqu'au 8 avril prochain, sous le slogan «l'empreinte verte», et ce en collaboration avec la direction de l'éducation (DE) et la direction de la jeunesse et des sports (DJS), a affirmé, à l'APS, Abdelmadjid Sebih.

Ce plan vert ciblera six (6) établissements scolaires situés dans les communes de Constantine, El Khroub, Ain Smara, Ouled Rahmoun et Ain Abid à raison de

50 arbustes et plantes d'ornement par structure, trois (3) maisons de jeunes ainsi que six (6) quartiers situés dans les communes de Constantine et d'El Khroub ainsi qu'à la nouvelle ville Ali Mendjeli, a précisé M. Sebih. Cette même source a également fait savoir que son association va également procéder, en coordination avec les comités de quartier à la plantation de 300 arbustes au niveau des quartiers Emir Abdelkader de Constantine, la cité EPLF de Bekira et l'unité de voisinage (UV) 19 de Ali Mendjeli, vendredi et samedi, à l'occasion de la célébration de la journée de l'arbre, le 21 mars.

Dans ce contexte, le président de l'APNE a reçu des demandes émanant d'autres quartiers et établissements scolaires souhaitant bénéficier de plantation d'arbustes pour embellir leur cadre de vie, ajoutant que

le reboisement, en cours, se poursuivra bien au-delà du plan vert afin de «couvrir davantage d'endroits» et tenter, selon lui, de «satisfaire tout le monde».

S'agissant du choix des arbustes à planter, les responsables de l'APNE ont opté pour des espèces résistantes comme le troène, le pittosporum et le faux poivrier provenant de la pépinière d'Ain Smara ainsi que celle d'El Hadaik (Skikda), spécialisée dans la culture et la vente des plantes ornementales, a-t-on souligné.

Chaque année, l'APNE cible de nombreux établissements scolaires et quartiers en vue de promouvoir la culture environnementale chez les jeunes et susciter un «éveil» et une prise de conscience collective pour une meilleure préservation de la nature, a-t-on encore ajouté.

R. K.



# CONFLITS ▶▶

Syrie

## Début d'évacuation des rebelles du quartier Al Waer à Homs

Des insurgés et leurs familles ont entrepris hier de quitter leur dernier bastion dans la ville syrienne de Homs, ont rapporté les médias officiels et un journaliste de Reuters, dans le cadre d'un accord d'évacuation passé avec le gouvernement qui devrait être l'un des plus importants de ce genre.



Les premiers autocars transportant des rebelles et leurs proches ont quitté dans la matinée le quartier d'Al Waer en prenant la direction de zones tenues par des insurgés au nord-est de la grande ville d'Alep.

Le gouverneur de Homs, Talal Barazi, a dit à Reuters que 1 500 personnes, parmi lesquelles au moins 400 insurgés, devaient quitter Homs pour cette région-là dans la journée de samedi.

De même que le Croissant-Rouge arabe syrien, les forces russes et syriennes supervisent le processus d'évacuation, et le

transfert des rebelles d'Al Waer prendra au total dans les six semaines, a-t-il ajouté.

Plusieurs dizaines d'autocars attendaient samedi matin à un carrefour de pouvoir quitter Al Waer, accompagnés par des ambulances du Croissant-Rouge arabe syrien, a constaté un journaliste de Reuters.

A ce stade, plus de 150 insurgés ont pu partir, avec sur eux des armes légères, a dit le chef de la police de Homs interrogé par la télévision officielle syrienne.

**Le gouverneur optimiste**

Un autre corridor sera ouvert dimanche pour permettre le passage de civils, a dit le gou-

verneur de Homs à la chaîne de télévision nationale Al Ikhbaria.

En vertu de l'accord conclu pour Al Waer, 10 000 à 15 000 personnes doivent évacuer les lieux en plusieurs phases, au fil des semaines à venir, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh) et une autre organisation de l'opposition, le Centre des médias de Homs.

«Les préparatifs et la situation sur le terrain permettent de penser que les choses vont bien se passer», a dit Talal Barazi. Le régime de Bachar al Assad fait de plus en plus fortement pression sur les zones rebelles assiégées pour que les insurgés capitulent et acceptent

ce qu'il présente comme des accords de réconciliation prévoyant le départ des combattants vers le nord de la Syrie.

Le régime de Damas estime que ces accords locaux sont un bon moyen de ramener la paix dans le pays après six ans de conflit, mais l'opposition y voit une stratégie pour déplacer de force des personnes hostiles au président Assad, après des années de bombardement et de siège. Selon l'Osdh, les autocars devaient prendre la direction de la région de Djarablous, dans le nord du pays, tenue par des groupes insurgés soutenus par la Turquie.

Reuters

Yémen

## L'ONU plaide pour un appui politique et financier

L'envoyé spécial des Nations unies pour le Yémen, Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, a appelé la communauté internationale à faire tout son possible pour faire cesser les combats et fournir une aide humanitaire dans le pays déchiré par des conflits. Dans le cadre d'une visite officielle de quatre jours en Europe, l'envoyé de l'ONU s'est entretenu vendredi avec de hauts responsables gouvernementaux en France et en Allemagne dont le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, et le chef de la diplomatie allemande, Sigmar Gabriel, indique un communiqué de l'ONU.

A Berlin, M. Ould Cheikh Ahmed a égale-

ment eu des discussions avec des dirigeants de la société civile. A Londres, il a participé à la réunion du Quint, qui regroupe des représentants du Royaume-Uni, d'Oman, de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes Unis et des Etats-Unis. Les participants à la réunion dans la capitale britannique ont discuté des solutions possibles au conflit, y compris les besoins humanitaires actuels.

«Il est impératif que la situation au Yémen reste une priorité pour tout le monde», a déclaré M. Ould Cheikh Ahmed dans le communiqué. «Les agences humanitaires des Nations unies et leurs partenaires ont élaboré des plans pour aider les civils dans le

besoin, mais les besoins dépassent largement les ressources disponibles», a-t-il déclaré, appelant la communauté internationale à faire tout ce qui est en son pouvoir pour venir en aide aux Yéménites et promouvoir un règlement politique négocié dans le pays.

Selon des chiffres publiés par l'ONU en début de semaine, près de 80% des ménages au Yémen sont plus pauvres économiquement qu'avant le début des combats. De nouvelles données montrent également que 17 millions de Yéménites souffrent de faim, soit une augmentation de 21% depuis juin 2016.

R. I.

ONU

## Démission d'une responsable au sujet d'un rapport critique d'Israël

La Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) aux Nations unies, Rima Khalaf, a présenté vendredi sa démission après que le secrétaire général de l'ONU lui a demandé de retirer un rapport accusant Israël d'imposer aux Palestiniens des conditions pouvant s'apparenter au régime d'apartheid. «Le secrétaire général de l'ONU m'a demandé hier matin de retirer (le rapport), je lui ai demandé de repenser sa décision mais il a insisté. Sur ce, je lui ai présenté ma démission de l'ONU», a annoncé lors d'une conférence de presse à Beyrouth, Mme Khalaf. La Cesao est composée de 18 pays arabes, dont l'Etat de Palestine comme un membre à part entière, selon son site Internet. Elle oeuvre à renforcer la coopération et à promouvoir le développement.

En fait c'est les Etats-Unis, principal allié d'Israël, qui ont réclamé le retrait du rapport de la Cesao, se disant «outrés» par le texte qui conclut que l'Etat sioniste est «coupable de politiques et de pratiques constitutives du crime d'apartheid». «On s'attendait bien sûr à qu'Israël et ses alliés exercent des pressions énormes sur le secrétaire général de l'ONU pour qu'il désavoue le rapport et qu'ils lui demandent de le retirer», a indiqué Mme Khalaf.

Les Palestiniens sont soumis à une «fragmentation stratégique» permettant à Israël d'imposer une «domination raciale» avec des lois différentes en fonction des régions, ont affirmé les auteurs du rapport qui soulignent que «Israël est coupable d'imposer un régime d'apartheid au peuple palestinien, ce qui correspond à la commission d'un crime contre l'humanité». Le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, avait indiqué, plus tôt cette semaine, que «le rapport en l'état ne reflète pas les positions du secrétaire général», précisant qu'il avait été rédigé sans consultations avec le secrétaire de l'organisation internationale.

M. B.

Cisjordanie

## Un Palestinien tué par des soldats de l'occupation israélienne

Un adolescent palestinien a été tué vendredi par des balles tirées par des soldats de l'occupation israélienne près de la ville d'Al Khalil.

L'adolescent palestinien âgé de 16 ans a été tué par des balles tirées par des soldats de l'occupation israélienne, deux autres palestiniens ont été blessés, lors d'accrochages près de la ville d'Al Khalil en Cisjordanie occupée, ont indiqué des responsables palestiniens.

Le ministère palestinien de la Santé a identifié le Palestinien tué comme Mourad Youssef Abou Ghazi, 16 ans, en soulignant qu'il avait été mortellement atteint à la poitrine.

F. A.

Ouganda

# Le porte-parole de la police abattu devant sa maison

Le porte-parole de la police ougandaise Andrew Kaweesi, figure bien connue du grand public, a été abattu vendredi matin à Kampala à bord de son véhicule, avec deux autres policiers, par des hommes lourdement armés.



Il a été abattu ce (vendredi) matin alors qu'il quittait son domicile pour se rendre au travail", a déclaré à l'AFP le chef de la police ougandaise Kale Kayihura, "le mobile est encore inconnu".

Les faits se sont déroulés vers 09H30 (06H30 GMT) dans le quartier de Kulambiro, à environ 10 km au nord-est du centre-ville de la capitale ougandaise: deux hommes installés à l'arrière de deux motos ont criblé de balles le véhicule du responsable policier, tuant sur le coup le porte-parole, son chauffeur et son garde du corps. Selon Mohammad, moto-taxi de 30 ans qui a assisté à la scène, "les deux motos sont arrivées par l'arrière du véhicule qui venait de quitter la maison de Kaweesi. Le chauffeur (de Kaweesi, ndr) a tenté d'accélérer mais ils ont réussi à le dépasser et à tirer vers l'habitacle". Les armes des assaillants "ressemblaient à des AK-47" et "leur motos

étaient neuves", a précisé à l'AFP le témoin qui n'a pas souhaité divulguer son nom. Le président ougandais Yoweri Museveni "condamne dans les termes les plus fermes le meurtre d'Andrew Felix Kaweesi par des voyous sur des motos", a indiqué la présidence ougandaise dans un communiqué, précisant que le chef de l'Etat avait ordonné "l'installation immédiate de caméras dans toutes les villes principales d'Ouganda, et les routes principales".

M. Kayihura était devenu le porte-parole de la police nationale en août 2016 et il était à ce titre une figure bien connue du public, apparaissant régulièrement dans les journaux télévisés et autres émissions d'informations.

## Pluie de balles

Le porte-parole de la police de Kampala, Emilian Kayima, a confirmé les faits à la presse sur la scène de crime, pré-

sant qu'une enquête avait été ouverte impliquant "toutes les agences de sécurité compétentes". Peu après la fusillade, une foule de badauds s'était rassemblée sur place et regardait, incrédule, les trois victimes affaissées sur leur siège. Les corps ont ensuite été transportés hors de la scène du crime. "Je n'en crois pas mes yeux. Je connaissais bien Kaweesi et je l'avais rencontré il y a une semaine et demie pour envisager le bitumage de la rue où il a été tué. C'était un homme bien, les pieds sur terre, qui respectait les civils", a réagi le maire du quartier, Charles Sserunjogi.

Ce dernier a précisé avoir entendu "une pluie de balles" depuis sa maison voisine.

M. Kaweesi avait supervisé la brutale répression policière contre un mouvement de protestation de l'opposition en 2011, organisé après une nouvelle élection présidentielle controversée dans le pays.

Il avait ensuite été nommé

chef de la police métropolitaine de Kampala, en octobre 2014, puis directeur des opérations, responsable des ressources humaines, avant de devenir le porte-parole de la police.

Son meurtre n'est pas le premier d'un haut responsable en Ouganda, dirigé depuis 1986 par le président Yoweri Museveni. En mars 2015, Joan Kagezi, directrice adjointe du ministère public ougandais en charge du dossier sur le double attentat jihadiste qui avait fait 76 morts à Kampala en 2010, avait été abattue par des hommes à moto alors qu'elle rentrait à son domicile. En novembre 2016, le commandant Sulaiman Kiggundu, intégré à l'armée ougandaise après avoir quitté la rébellion des Forces démocratiques Alliées (ADF) qui opèrent en République démocratique du Congo voisine, avait également été tué dans des circonstances similaires. Ces deux meurtres n'ont à ce jour pas été résolus. **AFP**

Maroc

## Nomination de Saad Eddine El Othmani au poste de Premier ministre

Un nouveau Premier ministre, Saad Eddine El Othmani, du parti de la Justice et du Développement (PJD), a été nommé vendredi au Maroc et chargé de former le nouveau gouvernement, a annoncé le cabinet royal.

"M. Saad Eddine El Othmani, du Parti de la Justice et du Développement (PJD), a été nommé par le roi Mohammed VI, Chef du gouvernement, et l'AEa chargé de former le nouveau gouvernement", a indiqué un communiqué du ministère de la Maison Royale, du Protocole et de la Chancellerie.

M. El Othmani a été ministre des Affaires étrangères de janvier 2012 à octobre 2013.

M. El Othmani remplace Abdelilah Benkirane qui était à la tête du gouvernement depuis 2011. le Premier ministre sortant n'est pas parvenu à former son staff gouvernemental après cinq mois de négociations.

R. A.

Kenya

## Déploiement de l'armée face aux troubles dans les comtés du nord

Le président kenyan, Uhuru Kenyatta, a annoncé vendredi un déploiement de l'armée dans quatre comtés du pays en proie au banditisme, marqués par l'invasion de ranches privés.

Les forces de défense kenyanes se joindront à la police régulière et aux réservistes pour combattre la vague d'insécurité à Baringo, Elgeyo, Marakwet, West Pokot et Laikipia, a déclaré M. Kenyatta.

"Nous avons décidé aujourd'hui que l'armée joindra ses forces à celle de la police pour renforcer la réaction rapide à l'insécurité et aux troubles dans les comtés du nord", a déclaré M. Kenyatta, ajoutant que les personnes qui incitent les communautés à prendre les armes seraient punies. Le président a indiqué que ce déploiement aiderait aussi au désarmement et à la collecte des armes à feu détenues illégalement par des civils dans les comtés touchés. Ce déploiement militaire fait suite à des semaines d'affrontements intercommunautaires, de vols de bétail et d'invasions de ranches privés qui ont causé des morts et des destructions massives de biens matériels. Onze personnes ont trouvé la mort en début de semaine dans des attaques de représailles organisées par des communautés rivales dans les comtés de Baringo et de West Pokot.

L'insécurité dans les districts à la frontière nord du Kenya s'est aggravée en début de cette année dans le contexte d'une sécheresse sévère qui a aggravé les conflits intertribaux pour l'eau et les pâturages.

G. L.

Somalie

# Plus de 40 réfugiés tués au large du Yémen

Plus de quarante réfugiés somaliens, dont des femmes et des enfants, ont été tués dans une attaque au large du Yémen où le conflit a fait vendredi 26 morts parmi les soldats loyalistes visés, dans une mosquée, par des missiles rebelles.

L'embarcation, transportant quelque 140 réfugiés somaliens selon le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), a été touchée dans la nuit par des armes légères au large de Hodeida, dans l'ouest du Yémen, mais a réussi à accoster dans un port de la ville tenue par les rebelles Houthis.

La responsabilité de l'attaque n'a pas été établie dans l'immédiat. Les rebelles Houthis ont en accusé

la coalition arabe, menée par l'Arabie, qui a aussitôt démenti. "Il n'y a eu aucun engagement de la coalition dans la zone de Hodeida", a réagi à l'AFP le général saoudien Ahmed Assiri, porte-parole de la coalition.

Il a rappelé que cette zone était sous contrôle rebelles et l'a qualifiée de "dangereuse et de lieu de trafic d'armes en l'absence de l'ONU".

"Il n'y a eu aucun tir de la coalition dans cette zone", a-t-il insisté, en refusant la version des Houthis parlant d'une attaque de l'aviation.

Abdou Jihan, un garde-côte, a indiqué à l'AFP que son service avait été informé par l'arrivée dans le port de pêche de Hodeida de l'embarcation. "En se rendant sur

place, nous y avons trouvé de nombreuses dépouilles et des blessés qu'on a transportés dans les hôpitaux", a-t-il dit.

Au total, les corps des 42 réfugiés tués ont été retirés de la barque, selon l'Organisation internationale des migrations (OIM) présente au Yémen.

Dans un premier temps, un responsable local yéménite avait fait état de 33 morts et de 35 blessés.

Selon un responsable portuaire, des dizaines de survivants et trois trafiquants yéménites, ont été conduits en prison.

En dépit de la guerre et de la crise humanitaire qu'il traverse, le Yémen continue d'attirer des réfugiés de la Corne de l'Afrique fuyant la misère.

Plusieurs camps de réfugiés somaliens existent dans le sud du pays mais aucun dans la région de Hodeida, située plus au nord.

A Genève, un porte-parole de l'OIM (OIM) a dit croire que l'embarcation faisait route en direction du Soudan au moment de l'attaque.

"Ce n'était pas un bateau d'évacuation de l'OIM", a déclaré à la presse Joel Millman, dont l'organisation veille généralement à obtenir les autorisations des parties en guerre pour effectuer de telles opérations.

Le bureau à Sanaa du HCR a publié une série de Tweet sur l'attaque, se disant être "profondément affligé par les victimes civiles signalées lors d'un incident au

large de Hodeida".

Il note que les "réfugiés et les demandeurs d'asile se tournent de plus en plus vers des itinéraires migratoires bien établis dans le nord du Yémen".

Ces itinéraires passent par la côte-ouest du Yémen, dont le secteur central est le théâtre d'une offensive gouvernementale visant à éloigner les rebelles Houthis du détroit stratégique de Bab al-Mandeb, séparant le Yémen de la Corne de l'Afrique.

Ce secteur situé au sud de Hodeida a d'ailleurs connu de violents combats durant les dernières 24 heures, ayant fait 32 morts, dont dix civils, selon des sources militaires et hospitalières.

Agences

# Le Japon étend ses opérations militaires en Asie

Alors que l'administration Trump intensifie sa confrontation avec la Corée du Nord et accentue les tensions, en particulier avec la Chine, dans toute la région, le gouvernement japonais étend considérablement les activités de son armée. Tout en collaborant dans le cadre de son alliance stratégique avec les États-Unis, Tokyo exploite l'opportunité de se réarmer militairement afin de poursuivre ses propres ambitions impérialistes.

Par Peter Symonds

**D**ans un autre avertissement menaçant à Pyongyang, un destroyer japonais lanceur de missiles guidés a commencé hier deux jours d'exercices conjoints avec des navires similaires de la Corée du Sud et des États-Unis. Les navires de guerre, tous équipés de systèmes antimissiles balistiques Aegis, opèrent dans la zone où quatre missiles d'essai nord-coréens ont atterri la semaine dernière.

L'administration Trump passe en revue la stratégie américaine à l'égard de la Corée du Nord et, selon les fuites des médias, envisage le « changement de régime » et des frappes militaires pour traiter le régime de Pyongyang. La Corée du Sud et les États-Unis sont actuellement engagés dans d'énormes jeux de guerre annuels qui incluent l'entraînement à des « raids de décapitation » par les unités des forces spéciales pour assassiner les dirigeants nord-coréens.

Les exercices en mer conjoints du Japon, des États-Unis et de la Corée du Sud font partie des préparatifs de la guerre, non seulement avec la Corée du Nord, mais aussi avec la Chine. Pékin a condamné la décision du Pentagone la semaine dernière de commencer le déploiement d'une batterie de missiles anti-balistiques (THAAD – systèmes de défense ponctuelle de théâtre à haute altitude) en Corée du Sud. L'installation de THAAD fait partie d'un réseau antimissile plus large, y compris le système Aegis, pour lutter contre la guerre avec des puissances dotées d'armes nucléaires.

Les États-Unis insistent pour qu'il y ait une collaboration militaire plus étroite entre le Japon et la Corée du Sud, en particulier par rapport aux systèmes antimissiles. L'hostilité en Corée du Sud envers le Japon, son ancien colonisateur, a abouti à ce qu'un accord de partage du renseignement de 2012 entre Tokyo et Séoul soit reporté à 2014. La marine américaine a noté que les exercices actuels « emploieraient des systèmes tactiques de liaison de données afin d'échanger des informations, des renseignements et d'autres données entre les navires. »

Le ministère chinois des Affaires étrangères a appelé toutes les parties à mettre un terme à « un cercle vicieux qui pourrait devenir incontrôlable », ajoutant : « La Corée du Nord a violé les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies interdisant ses lancements de missiles balistiques ; d'autre part, la Corée du Sud, les États-Unis – et maintenant le Japon – insistent pour mener des exercices militaires de très grande envergure ».

Pyongyang a accusé les États-Unis



d'avoir préparé une « attaque préventive » et a menacé de « frappes impitoyables ultraprécises du sol, de l'air, de la mer et sous-marines » si son territoire était attaqué. Une telle rhétorique imprudente, avec l'expansion de son arsenal nucléaire et de ses capacités de missiles, fait précisément le jeu des États-Unis et de leurs alliés et fournit un prétexte à la guerre.

En plus de collaborer avec les marines américaine et sud-coréenne, l'armée japonaise envisage d'expédier son plus grand navire de guerre, le JS Izumo, pour trois mois d'opérations, y compris dans une autre poudrière – les eaux contestées de la mer de Chine méridionale, où il participera à des exercices conjoints avec la marine américaine.

La présence d'un navire de guerre japonais dans la mer de Chine méridionale renforcera certainement les tensions avec la Chine. Les deux pays sont déjà impliqués dans une confrontation dangereuse dans la mer de Chine orientale au sujet des îlots disputés Senkaku, connu sous le nom de Diaoyu en Chine. Le secrétaire d'État américain Rex Tillerson, qui devrait arriver aujourd'hui au Japon, a menacé de bloquer l'accès de la Chine à ses îlots dans la mer de Chine méridionale – un acte imprudent qui pourrait provoquer la guerre.

Le Izumo, qui est considéré comme un porte-hélicoptère conçu pour la guerre anti-sous-marins, est cependant également capable de transporter l'avion Osprey américain (à rotors basculants). Ainsi, en réalité, c'est un porte-avions, plus grand que ceux opérés par de nombreux autres pays. Tokyo, délibérément, n'a pas qualifié ce navire de guerre de porte-avions. Le fait de reconnaître le transporteur comme une arme offensive violerait davantage l'article 9 de la constitu-

tion japonaise, qui « renonce à la guerre » comme moyen de régler les différends internationaux et jure de ne jamais maintenir des forces militaires.

L'armée japonaise est désignée comme étant des forces d'autodéfense pour maintenir l'illusion que ses opérations ne sont pas en violation de la constitution. L'actuel gouvernement de droite du Premier ministre Shinzo Abe, cependant, est déterminé à réarmer le Japon et à supprimer toutes les contraintes légales et constitutionnelles sur son armée. Il veut faire du Japon une nation « normale » dotée d'une armée forte, pour s'assurer que l'impérialisme japonais puisse utiliser la puissance militaire dans la poursuite de ses intérêts économiques et stratégiques.

En 2015, en déiant des manifestations de masse, le gouvernement Abe a enfreint la législation pour permettre aux forces armées japonaises de se livrer à « l'autodéfense collective », c'est-à-dire aux guerres d'agression menées par les États-Unis. Aujourd'hui, des hauts responsables du gouvernement exploitent la prétendue menace posée par Pyongyang pour soutenir que l'armée japonaise doit être capable de mener des frappes « préventives » contre la Corée du Nord, c'est-à-dire d'avoir des armes offensives comme des missiles balistiques et / ou des bombardiers de longue portée.

S'exprimant la semaine dernière après les essais de missiles nord-coréens, le ministre japonais de la Défense Tomomi a refusé d'exclure l'acquisition de la capacité de frappes militaires préventives. « Je n'exclus aucune méthode et nous envisagerons diverses options, compatibles avec le droit international et la constitution de notre pays. »

Ses commentaires font partie d'une discussion plus large qui a lieu dans l'establish-

ment politique japonais. Le Nikkei Asian Weekly a rapporté le mois dernier que le « panel de sécurité nationale du Parti libéral démocrate (PLD) au pouvoir planifiait de recommander au pays d'acquiescer la capacité de frapper des bases ennemies en cas de menace imminente ». Le vice-président du PLD Masahiko Komura a prétendu qu'« une telle capacité "ne violerait pas la constitution" ». En fait, le PLD préconise une révision complète de la constitution qui modifierait substantiellement l'article 9 ou le supprimerait complètement.

L'envoi de l'Izumo est entièrement conforme à la planification stratégique américaine pour la guerre avec la Chine – pour renforcer les liens militaires et la collaboration entre alliés et partenaires stratégiques en Asie, ainsi qu'avec les États-Unis. Le navire de guerre japonais fera des escales à Singapour, en Indonésie, aux Philippines et au Sri Lanka avant de se joindre à l'opération navale conjointe Malabar avec des navires indiens et américains dans l'océan Indien en juillet.

Tout en respectant les plans américains actuellement, le gouvernement Abe entend étendre l'influence et les intérêts japonais en Asie et surmonter les souvenirs des crimes du militarisme japonais des années 1930 et 1940.

Au milieu d'une aggravation de la crise économique mondiale et de la montée des tensions géopolitiques, une confrontation entre les États-Unis et le Japon pourrait également émerger puisque les deux puissances impérialistes se disputent la domination en Asie, comme cela s'est passé dans les années 1930 menant à une guerre abominable dans le Pacifique où des millions de personnes sont mortes.

Peter Symonds

# Trump/Merkel, premier contact délicat et divergences flagrantes

**Le président américain Donald Trump et la chancelière allemande Angela Merkel ont noué le contact vendredi à la Maison Blanche, mais la tension était palpable et les divergences évidentes, du libre-échange à l'immigration.**

**S'**ils ont tous les deux évoqué une rencontre productive, les deux dirigeants au parcours et au style si radicalement différents ont, au cours d'une brève conférence de presse, campé sur leurs positions. «Je ne suis pas un isolationniste, je suis un partisan du libre-échange mais aussi d'un échange équitable (...) car notre libre-échange a conduit à beaucoup de mauvaises choses», a affirmé M. Trump, comme une réponse à Mme Merkel qui met inlassablement en garde contre la tentation du protectionnisme.

Martelant sa conviction que les Etats-Unis avaient été les grands perdants des accords commerciaux des décennies écoulées, l'homme d'affaires septuagénaire a mis en avant sa volonté de négocier des textes qui ne mènent pas «à des fermetures d'usines» sur le sol américain.

Si les critiques américaines sur l'excédent commercial allemand ne sont pas nouvelles, l'administration Trump a opté pour un ton nettement plus agressif que les précédentes sur ce thème. Ironisant sur «les négociateurs allemands» qui ont longtemps fait «un bien meilleur travail» que leurs homologues américains, M. Trump a assuré que ce temps était révolu.

## L'immigration, 'un privilège'

Mme Merkel a reconnu qu'il était préférable de se parler directement plutôt que par médias interposés, mais n'a pas caché non plus l'existence de nombreux points de désaccord.

Appelant de ses vœux une reprise des négociations, lancées en 2013, sur l'accord de libre-échange transatlantique TTIP, elle a souligné combien il pouvait être bénéfique aux Etats-Unis comme à l'Union européenne.

«Je crois que la mondialisation doit être façonnée avec un esprit ouvert», a-t-elle lancé, au moment où la nouvelle administra-



tion américaine articule son action autour d'un seul slogan: «L'Amérique d'abord».

Personnage central d'une UE en plein doute, Mme Merkel —qui vise un quatrième mandat en septembre— a pris soin de faire l'éloge de l'intégration européenne, soulignant combien le «succès des Allemands» était étroitement liée à cette dernière.

«C'est quelque chose dont je suis profondément convaincue», a-t-elle insisté à l'attention du président républicain qui a, au cours des mois écoulés, loué le «merveilleux» Brexit ou encore prédit tout sourire que d'autres pays allaient quitter l'Union prochainement.

Même si les deux dirigeants ont soigneusement évité les critiques directes, c'est sur l'immigration que leurs divergences de vues étaient les plus criantes.

L'immigration est «un privilège, pas un droit», a lancé M. Trump. «La sécurité de nos citoyens doit toujours passer en premier», a-t-il martelé lors cette conférence de presse d'un peu moins d'une demi-heure scrutée avec attention des deux côtés de l'Atlantique.

Le sujet est sensible: mi-janvier, M. Trump avait qualifié de «catastrophique» la

décision de Mme Merkel d'ouvrir son pays à des centaines de milliers de demandeurs d'asile en 2015 et 2016. De son côté, la chancelière a ouvertement critiqué le décret migratoire du président américain.

Sur l'Otan, le milliardaire a assuré avoir redit son «fort soutien» à l'organisation. Mais aussitôt insisté sur l'impérieuse nécessité pour les alliés européens «de payer leur juste part pour la défense».

Mme Merkel a pour sa part assuré que l'Allemagne allait augmenter ses dépenses. «Nous nous engageons aujourd'hui à cet objectif de 2% (du produit intérieur brut, NDLR) jusqu'en 2024», a-t-elle déclaré.

A aucun moment la question du climat, dont l'Allemagne entend faire un des sujets centraux du G20 qu'elle préside (Sommet à Hambourg en juillet), n'a été publiquement abordée.

## Merkel ne rit pas

Dans son projet de budget dévoilé jeudi, Donald Trump a laissé peu de place au doute: au niveau national comme international, il entend faire des coupes claires dans la quasi-totalité des fonds consacrés à la lutte contre le changement climatique.

La visite avait commencé classiquement par une poignée de main des deux dirigeants sur le perron de la Maison Blanche. Mais plus tard, assis côte à côte dans le Bureau Ovale, M. Trump a ignoré —ou n'a pas entendu parmi les crépitements des appareils photos— Mme Merkel lui proposer de lui serrer une nouvelle fois la main, pour la postérité.

Sur la fin d'une conférence de presse sans la moindre trace de complicité, et avant son départ en week-end pour la Floride, dans sa résidence de Mar-a-Lago, le président américain a tenté de plaisanter avec la chancelière allemande, affirmant qu'en matière de mise sur écoute par la précédente administration, il avait peut-être «quelque chose en commun» avec elle.

M. Trump a accusé, dans une série de tweets et sans avancer la moindre preuve, son prédécesseur Barack Obama de l'avoir mis sur écoute. En 2013, l'ancien consultant de la NSA Edward Snowden avait révélé que le téléphone portable de Mme Merkel avait été mis sur écoute par l'agence de renseignement américaine.

Mais Angela Merkel n'a pas ri.

AFP

## L'administration Trump fait appel du blocage du décret migratoire



■ L'administration du président Donald Trump a annoncé vendredi avoir fait appel de la suspension partielle, par un juge fédéral de l'Etat du Maryland, du second décret migratoire

qui interdit temporairement l'entrée aux Etats-Unis des réfugiés et des ressortissants de six pays musulmans.

L'appel a été déposé devant le tribunal

fédéral de Greenbelt, dans le Maryland (est).

Le juge Theodore Chuang avait suspendu en partie ce décret jeudi matin, en ciblant la mesure d'interruption de délivrance des visas pour les six pays à majorité musulmane concernés.

Il avait estimé que ce nouveau décret était «la concrétisation, envisagée depuis longtemps, de l'interdiction d'entrée (aux Etats-Unis) des musulmans».

Un autre juge fédéral, à Hawaï, avait lui suspendu mercredi l'application du décret, signé par Donald Trump le 6 mars et qui devait entrer en vigueur jeudi.

«Ce décret a été émis dans l'objectif de défavoriser une religion déterminée», avait estimé dans sa décision le juge Derrick Watson. Les deux juges avaient indiqué avoir fondé leur opinion sur des déclarations passées de M. Trump et de ses conseillers. Donald Trump avait notamment proposé pendant la campagne présidentielle de fermer les frontières américaines à tous les musulmans.

Ces deux tribunaux ont donné raison aux Etats démocrates et aux militants associatifs qui affirment que le décret vise de façon discriminatoire les musulmans.

Ces décisions, parce qu'elles émanent de juges fédéraux, s'appliquent à l'ensemble du

territoire des Etats-Unis.

Le décret retoqué avait pourtant été présenté par M. Trump comme inattaquable sur le plan juridique, ayant été expurgé de ses éléments les plus contestés, qui avaient suscité des réactions outrées dans sa première version.

Condamnant une justice «politisée», M. Trump a dénoncé «un abus de pouvoir sans précédent» et un coup d'arrêt à sa politique, «faisant paraître faibles» les Etats-Unis.

Exactement comme après la suspension le 3 février de son premier décret anti-immigration, le président avait immédiatement promis de poursuivre la lutte devant les tribunaux, «jusqu'à la Cour suprême».

«L'interdiction des musulmans du président Trump s'en est très mal tirée devant les tribunaux, et pour cause, elle enfreint les principes fondamentaux de notre Constitution», a réagi Omar Jadwat, directeur du Programme des droits pour les immigrés de la puissante organisation de défense des droits civiques, ACLU.

«Nous attendons avec impatience de défendre cette décision prudente et raisonnée devant l'instance d'appel», a-t-il poursuivi dans un communiqué.

AFP

Etats-Unis

# L'intrus de la Maison Blanche a déambulé 16 minutes avant d'être arrêté

**L'homme qui est parvenu à entrer dans l'enceinte de la Maison Blanche le week-end dernier a pu déambuler dans les jardins de la résidence présidentielle pendant plus de seize minutes avant d'être interpellé, a indiqué vendredi le Secret Service.**

**S**elon cette unité d'élite chargée d'assurer la sécurité du président et des personnalités aux Etats-Unis, l'homme est entré juste avant minuit le 10 mars. M. Trump se trouvait alors dans la résidence.

Pendant son gros quart d'heure de liberté, l'homme a franchi la grille du périmètre extérieur, ainsi qu'une barrière pour les véhicules et bondi au-dessus d'une autre clôture près de l'aile Est de la Maison Blanche, avant d'être capturé, d'après le communiqué du Secret Service.

Des agents non armés «l'ont placé en détention sur place sans incident», a-t-il poursuivi. «Le Secret Service peut confirmer qu'à aucun instant l'individu n'est entré à l'intérieur de la Maison Blanche».

Le suspect a été identifié comme étant Jonathan Tran, 26 ans, originaire de Californie, a indiqué CNN.

D'après le Washington Post, le jeune homme portait un sac à dos contenant deux grenades de gaz lacrymogène. S'il est reconnu coupable, il risque dix ans de prison maximum, selon le journal.

«Nous dépensons des milliards de dollars pour sécuriser la Maison Blanche», a commenté vendredi soir sur CNN Jason Chaffetz, président républicain de la Commission parlementaire de surveillance de l'action gouvernementale, estimant que l'incident était une «honte totale».

«C'est au-delà de toute compréhension, en particulier parce que ce n'est pas la première fois que cela arrive», a-t-il relevé, ajoutant que le secrétaire américain à



la Sécurité intérieure John Kelly lui avait révélé que l'homme «a atteint la Maison Blanche, s'est caché derrière un pilier, a regardé par une fenêtre, a secoué une poignée de porte».

«Ce qui m'effraie probablement le plus, c'est la durée, la

proximité du président, s'approcher aussi près de la Maison Blanche, et aussi longtemps sans être détecté», a poursuivi l' élu de l'Utah. «C'est tout simplement incroyable».

Ce n'est pas la première fois qu'une personne franchit le péri-

mètre de la Maison Blanche.

En septembre 2014, un ancien combattant perturbé mentalement avait réussi à pénétrer à l'intérieur de la Maison Blanche, un canif dans la poche, après avoir sauté par dessus la clôture et traversé la pelouse en courant. **AFP**

Colombie

## Les Farc ont déjà rendu 14.000 armes

Le gouvernement colombien a annoncé vendredi que les guérilleros des Farc remettront sous peu environ 14.000 armes aux Nations Unies, dans le cadre de l'accord de paix conclu en novembre avec Bogota. «Il y a déjà un inventaire de 14.000 armes des Farc qui seront remises prochainement aux mains de @MisionONUCol (la mission de l'ONU en Colombie), pour garantir une paix stable», a écrit le président colombien Juan Manuel Santos sur Twitter. Cet arsenal comprend près de 11.000 fusils, a précisé pour sa part le ministre de la Défense, Luis Carlos Villegas. Les membres de la guérilla marxiste des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), au nombre d'environ 7.000, se trouvent depuis près d'un mois dans 26 points de regroupement à travers le pays, conformément à l'accord de paix signé avec le gouvernement. Le processus de dépôt des armes, qui a commencé début mars, doit se terminer au plus tard fin mai et les guérilleros devront ensuite retourner à la vie civile. La Mission des Nations Unies en Colombie a indiqué dans un communiqué qu'elle connaîtra le nombre total des armes détenues par les Farc seulement «quand sera fini le processus d'enregistrement et d'identification en cours». Les Forces armées révolutionnaires de Colombie, plus ancienne et importante guérilla du pays, issue en 1964 d'une insurrection paysanne, ont signé en novembre un accord de paix avec le gouvernement pour mettre fin au plus vieux conflit d'Amérique latine, qui a fait au moins 260.000 morts, plus de 60.000 disparus et 6,9 millions de déplacés.

AFP

Canada

## Saisie de 660 kilos de cocaïne au large de l'Amérique centrale

Un navire des forces armées canadiennes a saisi une cargaison de 660 kilos de cocaïne au large de la côte pacifique de l'Amérique centrale, a indiqué vendredi le ministère de la Défense. La corvette NCSM Saskatoon a intercepté un bateau de pêche repéré par un avion de surveillance des garde-côtes américains. Les patrouilleurs canadiens ont arrêté «trois passeurs présumés» et la saisie porte sur 33 ballots pour un total de 660 kilos de cocaïne, a indiqué le ministère. L'armée canadienne participe à la campagne internationale contre le trafic de stupéfiants depuis 2006. Depuis le début 2016, les forces armées canadiennes ont saisi plus de six tonnes de cocaïne dans leurs opérations de surveillance maritime.

R. N.

Brésil

## Démantèlement d'un réseau de vente de viande avariée

Un vaste réseau de commercialisation de viande avariée a été démantelé vendredi au Brésil, impliquant des inspecteurs des services sanitaires et des groupes agroalimentaires, alors que des produits cancérigènes étaient utilisés pour masquer l'aspect de produits dont certains destinés à l'export.

Ce scandale de grande ampleur touche de plein fouet un secteur clé au Brésil, premier exportateur mondial de viande bovine et de volaille, plongé dans la pire crise de son histoire, envenimée par les révélations explosives sur la corruption systématique liée aux marchés publics de la compagnie pétrolière d'État Petrobras.

«Des fonctionnaires recevaient des pots-de-vin pour faciliter la production d'aliments avariés, en émettant des certificats sanitaires sans avoir effectué d'inspections», a indiqué la police fédérale (PF) dans un communiqué.

Selon les enquêteurs, «une partie des pots-de-vin était reversée à des partis politiques», plus particulièrement le PP (centre) et le PMDB (centre-droit), formation politique du président Michel Temer, dont de nombreux membres sont déjà éclaboussés par le scandale Petrobras.

Fruit de deux ans d'enquête, l'opération, décrite comme «la plus importante de l'histoire» par la PF, a mobilisé 1.100 agents pour l'exécution de 309 mandats judiciaires, dont 27 interpellations, dans sept États du Brésil. La justice a ordonné le gel

d'un milliard de réais (320 millions de dollars) des comptes des entreprises visées, parmi lesquelles figurent deux géants du secteur agroalimentaire, JBS et BRF.

Les actions de ces sociétés ont fortement chuté à la bourse de Sao Paulo. Peu après 15h00 locales (18h00 GMT), les titres de JBS enregistraient un recul de 10,68%, contre 8,22% pour BRF, alors que l'indice Ibovespa était en baisse de 2,24%.

Le groupe JBS a confirmé dans un communiqué que deux usines ont été perquisitionnées, avant de souligner qu'«aucun mandat judiciaire» n'a été émis contre ses cadres.

L'entreprise assure par ailleurs «respecter scrupuleusement les normes sanitaires pour la production et la commercialisation d'aliments au Brésil et à l'étranger».

BRF «garantit» pour sa part que ses produits sont «de qualité» et «ne présentent aucun risque pour les consommateurs au Brésil ni dans les plus de 150 pays où il est présent».

Le ministre de l'agriculture, Blairo Maggi, a demandé «la mise à l'écart immédiate» de tous les fonctionnaires impliqués dans le scandale, assurant qu'il tenait à mener une politique de «tolérance zéro».

### Salmonelle et substances cancérigènes

Dans le cadre de ce vaste scandale, le commissaire Mauricio Moscardi Grillo a affirmé que plusieurs petites entreprises du secteur frigorifique n'hési-

taient pas à utiliser «des substances cancérigènes pour masquer l'aspect et l'odeur des produits avariés».

Selon lui, des bactéries de type salmonelle ont été retrouvées dans des produits mis en vente dans le commerce moyen-nant le versement de pots-de-vin.

Un container de l'entreprise BRF a été saisi dans un port d'Italie où les autorités ont détecté la présence de ces bactéries dans la marchandise, a-t-il ajouté.

La puissante Confédération Nationale Agriculture (CNA) a demandé une «enquête rigoureuse» et n'a pas caché son inquiétude quant aux répercussions du scandale.

«Ce n'est pas juste que l'image des producteurs ruraux soit souillée par les actes criminels et irresponsables de certains», a affirmé cette institution dans un communiqué.

Un porte-parole de la Commission européenne a affirmé à l'AFP que l'institution «a demandé des éclaircissements aux autorités brésiliennes», mais qu'aucune irrégularité concernant la viande brésilienne n'avait été constatée depuis 2015.

L'opération policière a été intitulée «carne fraca», en référence à une expression populaire qui évoque la faiblesse face aux «tentations de la chair».

«Cela montre la fragilité morale de nos agents publics, qui devraient veiller à la qualité de nos aliments», a résumé la police.

AFP

Musique flamenco

# La Compagnie Casa Patas anime un concert à Alger

La compagnie espagnole de musique flamenco "Casa Patas" (la maison des pas) a animé vendredi soir à Alger le spectacle "Tacones Y Bordones" (talons et bâtons), où la force du texte s'est alliée à la fermeté du geste dans des mélodies exhalant les parfums méditerranéens de l'Andalousie.



**P**endant une heure de temps, l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh a vibré sous les pas cadencés et gracieux du couple de danseurs, Lucia Ruibal et Ruben Puertas et des trois musiciens, Raul Simenez au chant, José Almarcha à la guitare et Javier Valdunciel au cajon (percussion).

Le public venu nombreux assister à un spectacle de grands soirs, a pu apprécier le professionnalisme des artistes qui se sont surpassés livrant une prestation de haute facture à travers un répertoire de six pièces brillamment rendues dans le genre flamenco, chef d'œuvre du patrimoine immatériel de l'humanité classé depuis 2010 par

l'Unesco.

Les pièces, "Chafarrote", "Yo Vengo de Badajoz" (je viens de Badajoz),

"Calle de la Concordia" (rue de la Concordia), "La Smoreras" (arbre fruitier aux parfums exhalants), "La Bajadilla" (la petite pente) et "Fin de Fiesta" (la fin de fête), ont été exécutés avec virtuosité, dans la grâce du geste et la fermeté du regard.

Soutenus par les sonorités de la guitare piquée aux accords inversés caractérisant la musique flamenco et les rythmes compressés du "Cajon" (percussion en forme de caisse), les chants entonnés par Raul Simenez à la voix rauque, ont tracé différents chemins et exprimé l'amour, la mélancolie, la joie, la fête et la vie dans ses joies

et ses peines.

La grâce dans le geste et l'élégance du mouvement, alliés à la contraction du corps, ont caractérisé les différentes danses présentées par le duo dans différents rythmes et déclinaisons du genre flamenco (Lospalos) et la variété de costumes qu'ils enfilaient (Bata).

José Almarcha à la guitare et Javier Valdunciel au cajon (percussion) ont été époustouflants de maîtrise et de technique, dans un exercice aux difficultés multiples, illustrant avec précision les mouvements et les pas des danseurs.

L'éclairage feutré dans la variation de ses couleurs a contribué à la création d'une atmosphère conviviale aux ondes entraînant de lyrisme,

exprimées par la force intérieure des artistes sur scène, qui ont donné au spectacle une force visuelle pleine de solennité.

En présence du ministre de la Culture, Azeddine Mihoubi et des ambassadeurs d'Espagne et du Brésil en Algérie, Alesandro Polanco et Eduardo Botelho Barbosa, le public a longuement applaudi les artistes, savourant chaque instant du spectacle dans la délectation.

Organisé par l'Institut Cervantès d'Alger en collaboration avec le ministère de la Culture et l'Opéra d'Alger, le spectacle "Tacones Y Bordones" de la Compagnie "Casa Patas" a été programmé à Alger pour une représentation unique.

R. K.

Chanson bédouine

## Le trône en attente des héritiers de Khelifi Ahmed

Il y a cinq ans, jour pour jour, disparaissait l'icône de la chanson bédouine Khelifi Ahmed laissant en attente d'héritiers capables de relancer ce genre musical qui a longtemps bercé et séduit les familles algériennes.

Khelifi Ahmed s'était retiré du monde musical quelques années avant sa disparition, une retraite qui marquera le recul de cette expression musicale authentique.

Bien que de nombreux artistes de talent tentent d'émerger dans ce style notamment dans les villes intérieures, ils peinent cependant à conquérir le trône "khelifien" faute de promotion et de prise en charge, mais aussi parce que la chanson bédouine s'est sacrifiée à l'élitisme.

Certains artistes ont réussi néanmoins à reprendre le fameux "Eyeye Eyeye", un genre musical typiquement algérien, dans la chanson naylie qui se veut un prolongement de la chanson bédouine. Celle-ci prospère dans les cercles fermés loin de toute publicité. Les séances de "Dhikr" sont par excellence l'espace d'expression de la Gasba et du "Eyeye Eyeye".

Mais l'âge d'or de cet art qui évoque le Madh (chants religieux) sans jamais se démarquer de la poésie lyrique et érotique, est malheureusement arrivé à sa fin et c'est pratiquement le cas pour toute la chanson algérienne en quête d'une relève qui tarde à venir.

Une légende inspirée par une voix et un esprit subtils

Le maître incontesté du Eyeye Eyeye a incarné à lui seul près d'un demi siècle ce genre musical difficilement interprétable, il a su flatter l'ouïe et adoucir les moeurs.

Khelifi Ahmed, de son vrai nom Abbas Ahmed Ben Aissa, est né en 1922 à Sidi Khaled (Biskra). Instruit à l'école coranique, le jeune homme est initié au chant et à la poésie par son oncle maternel, un des anciens chanteurs du genre saharien. Il accompagnera son précepteur dans les soirées de Medh organisées à Messaad, Djelfa et Biskra avant de s'en séparer. Après un court passage à vide, il émigra à Ksar Chellala où il fut accueilli par un menuisier qui l'engagea comme apprenti. Il trouvera chez son hôte, un passionné de la musique, la chance de renouer avec sa passion artistique.

En 1943, il monte à Alger où il ne tarda pas à se faire connaître. A la fin des années 40, Khelifi Ahmed est porté au pinacle et anime des soirées dans différentes villes.

Le palmier d'Alger comme il aimait à se présenter, a interprété les grands poètes du Malhoun, "Hiziya" de Mohamed Benguitoun, "Qemr Eilil" d'Abdallah Benkeriou et "Guelbi Tfekar Ourbane rahalla" de Cheikh Aissa Ben Allal sont parmi les chefs d'oeuvre signés par ces derniers.

R. C.

Littérature

## Décès du poète et Nobel Derek Walcott

Le poète et dramaturge Derek Walcott, prix Nobel de littérature en 1992, est décédé vendredi à l'âge de 87 ans des suites d'une longue maladie à son domicile de Sainte-Lucie, la petite île des Caraïbes dont il est originaire, ont annoncé des médias.

Né le 23 janvier 1930, l'auteur, qui a publié son premier recueil de poèmes à l'âge de 19 ans, a accédé à la notoriété en 1962 avec la publication de "In a Green Night", qui réunissait des textes écrits entre 1948 et 1960.

Il y évoquait déjà certains de ses thèmes de prédilection: les Caraïbes, leur histoire mouvementée, les traces du colonialisme et le post-colonialisme.

Il s'est ensuite montré très prolifique, publiant une vingtaine de livres de poésie et des dizaines de pièces de théâtre.

Son recueil le plus connu est sans doute "Omeros", publié en 1990 et librement inspiré de "l'Illiade" et de "l'Odyssée" d'Homère.

L'île de Sainte-Lucie, qui ne compte que 164.000 habitants environ, compte deux prix Nobel, le second étant Arthur Lewis (1915-1991), récompensé par le prix d'économie en 1979.

T. L.

Salon du livre de Paris et à la foire internationale du livre de Tunis

## Participation de maisons d'édition algériennes

**D**e nombreuses maisons d'édition algériennes participeront au Salon du livre de Paris (Livre Paris) (24-27 mars) et à la foire internationale du livre de Tunis (24 mars-2 avril), a indiqué le directeur général de l'Entreprise Nationale des Arts Graphiques (ENAG), Hamidou Messaoudi.

"42 maisons d'édition algériennes" participeront au Salon du livre de Paris avec "800 titres", tandis que "39 éditeurs" seront présents à la foire internationale du livre de Tunis avec "1000 titres", a fait savoir M. Messaoudi.

Les organisateurs de la 37e édition du Salon de Paris, qui verra la participation de 1200 éditeurs de 50 pays, ont prévu plusieurs conférences et

débats ainsi que des expositions de bandes dessinées.

Cette manifestation littéraire consacrera également un pavillon pour la littérature africaine subsaharienne intitulé "lire et écrire l'Afrique" en présence d'écrivains et romanciers venus de près de 12 pays africains.

Parmi les écrivains invités au salon de Paris, notons la présence du romancier algérien Kamel Daoud, l'historien syrien Farouk Mardam Bey, le philosophe Sénégalais Souleymane Bachir Diagne et la romancière américaine Louise Erdrich.

La 33e édition de la foire internationale du livre de Tunis -organisée sous le thème "Nous lisons pour vivre deux fois"- verra quant à elle la participation

de plus de 700 maisons d'édition de 29 pays notamment la Syrie, Sultanat d'Oman, les Etats Unis d'Amérique, la Grande Bretagne et l'Algérie.

Plusieurs écrivains, hommes de lettres et poètes seront présents à cette manifestation et animeront des conférences sur différents sujets notamment "le développement du roman arabe" et "la religion, la politique et l'extrémisme dans le monde arabe".

Plusieurs personnalités intellectuelles tunisiennes à l'instar de Fathi Triki seront honorées à cette occasion.

La théoricienne de la littérature et critique littéraire américaine d'origine indienne Gayatri Spivak sera l'invitée d'honneur de cette édition.

T. M.

## PAROLES DE FEMMES

" on ne pourrait apprendre le courage et la patience s'il n'existait que de la joie dans le monde. "

Helen Keller

## FEMMES

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

## ILS ONT DIT :

" La patience est la plus héroïque des vertus, précisément parce qu'elle n'a pas la moindre apparence d'héroïsme. "

Giacomo Leopardi

## "Femmes-mulets" marocaines

## Les mauvais traitements inquiètent l'eurodéputée Basterrechea

Les mauvais traitements subis par les femmes marocaines employées par les commerçants de l'enclave espagnole Ceuta pour alimenter le commerce entre le Maroc et l'Espagne inquiètent la députée européenne, Beatriz Becerra Basterrechea qui a exhorté la Commission européenne à faire pression sur le Maroc pour l'amener à coopérer et à adopter les mesures appropriées afin de mettre un terme à cette situation.

Dans une question écrite adressée à l'exécutif européen, Beatriz Becerra Basterrechea a souligné l'importance d'aborder la question avec les autorités marocaines lors des prochaines réunions bilatérales, et la nécessité d'obliger le Maroc à "coopérer et adopter des mesures pour mettre un terme à la situation".

Selon cette députée européenne, quelque 7.000 femmes sont soumises à des humiliations quotidiennes, sont victimes d'abus, de maltraitance, de violence et de violation de leurs droits humains lorsqu'elles entrent ou quittent Ceuta, connue pour être la plaque tournante des "femmes-mulets", employées par les commerçants de Ceuta pour acheminer de l'autre côté de la frontière de la marchandise qui sera ensuite vendue dans les marchés marocains.

En effet, des milliers de femmes transportent chaque jour sur leur dos des fardeaux pesant jusqu'à 70 kilos pour alimenter le commerce entre l'enclave espagnole de Ceuta et le Maroc.

"La contrebande que ces +femmes-mulets+ génère s'élève à 405 millions d'euros par an", a-t-elle précisé, citant une étude de l'Université Granada.

Elle s'est interrogée, à ce titre, sur les mesures que la Commission compte prendre pour mettre fin aux violations des droits de l'homme au poste frontière du Tarajal où un nouveau point de passage destiné aux porteurs de marchandise de contrebande a été ouvert fin février.

La chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini a souligné dans sa réponse que la question du commerce illégal, le statut de Ceuta et Melilla relève de l'Acte relatif à l'adhésion du royaume d'Espagne aux Communautés européennes et particulièrement du protocole n°2 qui traite de cette situation en détaillant les règles applicables aux mouvements de marchandises en provenance et à destination de ces territoires.

Elle a affirmé, en outre, que l'UE suit de près la situation des droits de l'homme au Maroc par le biais de ses contacts avec les organisations de la société civile, les défenseurs des droits de l'homme, le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) et ses bureaux régionaux.

"La question des droits de l'homme et les allégations de violation font partie intégrante du dialogue politique avec les autorités marocaines", a-t-elle ajouté.

R. N.



## CANCER ET NUTRITION

## Cinq recommandations pour prévenir la maladie

L'alimentation joue un rôle indéniable dans la prévention du cancer. Un groupe de chercheurs en oncologie vient de publier dans le Journal of the American college of Nutrition, ses recommandations nutritionnelles pour réduire le risque de cancer.

## Lâchez-vous sur la consommation de fruits et légumes

Ce que disent les chercheurs : les fruits et légumes, et tout particulièrement les légumes à feuilles vertes, aide à réduire globalement le risque de cancer. Certains choux comme les brocolis, le kale ou le chou-vert réduiraient le risque de cancer du côlon de 18% ainsi que les risques de cancer du poumon ou de l'estomac.

Les femmes qui consomment des légumes riches en carotène (carottes, patates douces)

diminue leur risque de cancer du sein de 19%. Quant à la consommation régulière de tomates, elle a été associée à une diminution de risque de cancer de l'estomac de 27%.

## Limitez la consommation de produits laitiers

Ce que disent les chercheurs : consommer 35 grammes de protéines issues de produits laitiers chaque jour, soit l'équivalent d'un bol et demi de fromage blanc, augmente le risque de cancer de la prostate de 32%. Boire deux verres de lait chaque jour augmente ce risque de 60%.

Certaines études laissent entendre que c'est surtout le calcium contenu dans les produits laitiers qui serait responsable de ce risque. Un apport trop important en calcium peut en effet modifier la production de vitamine D qui aurait un effet protecteur contre le cancer de la prostate.

## L'alcool augmente le risque

Ce que disent les chercheurs : l'alcool, même en petite quantité, augmente le risque de cancer. Boire ne serait-ce qu'un verre d'alcool par semaine augmente le risque de cancer de la bouche, du pharynx et du larynx de 24%. En boire deux ou trois par semaine augmente le risque de cancer colorectal de 21%. Et boire deux verres de vin par jour augmente le risque de cancer du sein de 51%.

C'est l'alcool lui-même (et non les additifs) qui semble être le seul responsable du cancer. Donc toutes les boissons alcoolisées (bière, vins, spiritueux) sont déconseillées.

Réduisez la consommation de viande rouge

Ce que disent les chercheurs : si vous mangez chaque jour une portion de charcuterie (soit l'équivalent de deux tranches de bacon ou d'une saucisse fumée), cela aug-

mente le risque de cancer du côlon de 21%. Et si vous ne pouvez vous passer de votre steak de 120 g pour le déjeuner, cela augmente ce risque de 28%.

## Augmentez votre consommation de soja

Ce que disent les chercheurs : pour les hommes, consommer du soja chaque jour réduirait le risque de cancer de la prostate et chez les femmes, consommer régulièrement du soja protégerait de l'apparition du cancer du sein.

Cet effet protecteur est attribué à l'activation par les isoflavones d'un gène suppresseur de tumeurs. Celui-ci agirait comme un gardien du génome. C'est ce qui expliquerait pourquoi c'est en Asie que l'on observe la plus faible mortalité par cancer du sein.



**Les DÉBATS**

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.63.45.42** -

Fax : **021.63.45.13** - Service Publicité : **021.63.42.65** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : **http://www.lesdebats.com** • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

## SPORTS ▶▶

## Ligue 2 Mobilis (25<sup>e</sup> journée) Paradou AC aux portes de la Ligue 1

■ Le Paradou AC a quasiment assuré son accession en Ligue 1 Mobilis de football, après sa victoire (3-1) contre l'Amel Boussaâda, vendredi pour le compte de la 25<sup>e</sup> journée de Ligue 2, marquée également par le nul (1-1) dans le derby de la Mitidja, entre le RC Arbaâ et le WA Boufarik. Le leader a commencé par concéder l'ouverture du score devant Kab (3'), mais il s'est très vite ressaisi, en égalisant dès la 15<sup>e</sup> par Gagaâ, avant de prendre l'avantage par Attal (30'), et de sceller le match par Chahrouh (44'). Le club de Kheireddine Zetchi porte ainsi son capital à 53 points, avec 15 longueurs d'avance sur ses concurrents directs pour l'accession : l'USM Blida, l'US Biskra, la JSM Skikda et la JSM Béjaïa, au moment l'Amel Boussaâda reste scotché à la 8<sup>e</sup> place, avec 33 points. La JSM Béjaïa et l'US Biskra auraient pu réduire cet écart si elles avaient mieux négocié cette 25<sup>e</sup> journée, mais le club de Yemma Gouraya est allé perdre (3-1) chez le MC Saïda, au moment où son homologue des Zibans s'est neutralisé (1-1) avec le GC Mascara, après avoir longuement mené au score. L'USB avait ouvert le score dès la 2<sup>e</sup> minute par Benchaïra, avant de tenir bon jusqu'à la fin du temps réglementaire. Mais Djahel a surgi à la 90'+1, pour offrir une égalisation inespérée à son équipe (1-1). Un nul qui maintient l'USB à la 3<sup>e</sup> place du classement général, ex aequo avec la JSM Skikda et l'USM Blida, avec 38 points chacun, au moment où le GCM reste aux abords de la zone rouge (11e / 30 pts). Soit avec seulement trois longueurs d'avance sur le premier club non reléguable, le WA Boufarik. De son côté, la JSMB a reculé à la 5<sup>e</sup> place, avec 37 points, après sa lourde défaite chez le MC Saïda. Merbah avait pourtant mis le club de Yemma Gouraya sur les bons rails, en ouvrant le score dès la 12<sup>e</sup> minute. Mais animé d'une grande détermination, le MC Saïda a réussi à renverser la situation à son avantage, notamment par Ammour (32'), Cheheima (38') et Guenina (55'). La JSM Skikda a gagné avec le même score contre le CA Bordj Bou Arréridj alors qu'elle avait également commencé par concéder l'ouverture du score devant Madouni (33'). Mais à force d'insister, les Saïdis ont renversé la vapeur, grâce à Kennache (45'), Khazri (52') et Mancer (75'). Un précieux succès à domicile, qui propulse la JSMS à la 4<sup>e</sup> place avec 38 points, au moment où les Criqueuts du CABBA restent à la 7<sup>e</sup> place, à égalité avec l'Amel Boussaâda, avec 33 points chacun. Dans le bas du tableau, ce sont le MC El Eulma et le CRB Aïn Fekroun qui ont réussi les meilleures affaires, en remportant d'importantes victoires au cours de cette 25<sup>e</sup> journée, respectivement (1-0) contre l'AS Khroub et (1-0) contre l'ASO Chlef. Le MCEE a fait la différence grâce à Djabali (74'), et le CRBAF par Boukaroum, ayant transformé un penalty à la 62<sup>e</sup>. Des succès qui permettent aux deux clubs de l'Est de garder la tête hors de l'eau, au moment où la lanterne rouge, le RC Arbaâ, semble condamné au purgatoire, après son nul (1-1) contre le WA Boufarik. Les choses avaient pourtant bien commencé pour les Bleu et Blanc, ayant ouvert le score dès la 13<sup>e</sup> minute par Maâchi, avant de concéder l'égalisation devant Hazi à la 90'+1. Un nul qui arrange beaucoup plus les affaires du WAB, car il reste premier club non reléguable, mais avec désormais une seule longueur d'avance sur le MC El Eulma, qui de surcroît compte un match en retard, qu'il doit disputer le 31 mars courant contre le Paradou AC. Cette 25<sup>e</sup> journée sera clôturée samedi, après le déroulement du match USM Blida - ASM Oran, et dont le coup d'envoi sera donné à 15h30 au stade des frères Brakni.

### ■ Résultats et classement :

MCEE-ASK	1-0
CRBAF-ASO	1-0
MCS-JSMB	3-1
PAC-ABS	3-1
RCA-WAB	1-1
GCM-USB	1-1
JSMS-CABBA	3-1

	Pts	J
1). Paradou AC	53	24
2). USM Blida	38	24
—). US Biskra	38	25
—). JSM Skikda	38	25
5). JSM Béjaïa	37	25
6). MC Saïda	34	25
7). CAB Bou Arréridj	33	25
—). Amel Boussaâda	33	25
9). ASM Oran	30	24
—). ASO Chlef	30	25
—). GC Mascara	30	25
—). CRB Aïn Fekroun	30	25
13). WA Boufarik	27	25
14). MC El Eulma	26	24
15). AS Khroub	24	25
16). RC Arbaâ	19	25

Coupe de la Confédération (16<sup>e</sup> de finale retour)

## Le MCA passe difficilement



Le Mouloudia d'Alger s'est qualifié in-extremis aux huitièmes de finale-bis de la Coupe de la Confédération africaine après s'être incliné sur le score de (2/1) à Kinshasa face à la formation du RD Congo, le FC Renaissance. Les Mouloudiens qui l'avaient emporté à l'aller sur le score de (2/0), espéraient tenir dans ce match retour et donc pouvoir revenir avec la qualification au prochain tour. Les Vert et Rouge savaient que la mission ne sera pas de tout repos et

qu'ils vivront une rencontre intense. Ainsi, les Mouloudiens ont souffert de la grosse pression des supporters congolais qui ont tout fait pour déstabiliser les algérois, et c'est ce qui a fait qu'ils encaisseront un but aussi précocement à la 8'. Ce but a été marqué par un défenseur du MCA contre son camp, à savoir, Bouhenna qui a trompé la vigilance de son keeper, Chaouchi. Malgré cela, les poulains de Mouassa ne baisseront pas les bras et se lanceront à l'assaut pour tenter de reprendre le

match à leur compte et c'est ainsi qu'ils réussiront à égaliser au début de la seconde période à la 50' par le milieu de terrain Kacem Mehdi. Ce but a redonné espoir à la formation du Mouloudia qui a continué à croire en ses chances de décrocher ce billet pour les huitièmes de finale-bis. Mais, les Congolais reviendront à la charge à la 80' avec un deuxième but inscrit aussi par un défenseur du... Doyen, à savoir, Bedbouda, ce qui prouve que la pression a eu raison d'eux. L'arbitre de la ren-

contre délivrera ensuite les Algériens en mettant fin aux débats avec ce score qui les rassure et leur permet de se qualifier au prochain tour, ce qui est une bonne chose pour le Mouloudia qui se comporte bien jusque là en compétition africaine, même si les choses n'étaient pas vraiment faciles. Il leur faudra maintenant bien négocier le prochain ren,dez-vous pour espérer se qualifier à la phase des poules.

Imad M.

Ligue 1 Mobilis (24<sup>e</sup> journée)

## L'ESS rassure, le MOB retombe dans ses travers

■ L'ES Sétif a consolidé sa première place au classement de la Ligue 1 Mobilis de football en battant le NA Hussein Dey (4-2, mi-temps 2-1) en clôture des matchs de vendredi, pour le compte de la 24<sup>e</sup> journée, devant se poursuivre samedi. Les buts de l'Aigle noir ont été inscrits par Nadji (11'), Bougueroua (29'), Aït-Ouamar (51') et Djahnit (61'), alors que les Nahdistes avaient réduit le score par Bendebka (45') et Daouadj (90'+5). Un précieux succès, qui permet aux Sétifiens de prendre provisoirement dix longueurs d'avance sur leur premier poursuivant au classement, l'USM Bel-Abbès, qui jouera samedi, en déplacement chez le DRB Tadjenanet. De son côté, le NAHD reste scotché à la 5<sup>e</sup> place, ex aequo avec

l'USM Alger et le MC Alger, avec 35 points chacun, mais avec des matchs en moins pour le MCA et l'USMA. Un peu plus tôt dans l'après-midi, la lanterne rouge, le MO Bejaïa avait compliqué un peu plus sa situation dans la course au maintien, en concédant une nouvelle défaite à domicile. Cette fois, c'était contre l'USM El Harrach, sur le score d'un but à zéro. Les Crabes, malgré l'absence de leur public en raison du huis clos, avaient fourni de gros efforts avec l'espoir d'engranger les trois points de la victoire. Mais non seulement leurs tentatives ont été vaines, mais ils ont fini par s'incliner sur un but de Harrag (90'+1). Un énième revers qui maintient le MOB à la dernière place du classement, avec six points de retard sur la JS Kabylie (avant-

dernière) et qui compte cinq matchs en retard. A contrario, l'USMH réalise une très bonne opération après sa victoire à Béjaïa, puisqu'elle rejoint le MC Oran à la 7<sup>e</sup> place, avec 31 points chacun. Trois autres matchs de cette 24<sup>e</sup> journée auront lieu samedi, à savoir: CR Belouizdad - RC Relizane, CS Constantine - Olympique de Médéa et DRB Tadjenanet - USM Bel-Abbès. Par ailleurs, les chocs JS Saoura - MC Alger, USM Alger - CA Batna et MC Oran - JS Kabylie ont été reportées à une date ultérieure, en raison de la participation du MCA, de la JSK et de l'USMA aux différentes compétitions africaines des clubs.

R. S.

Fédération algérienne de sauvetage, de secourisme et des activités subaquatiques (FASSAS)

## Boukheddar Mohamed élu président

■ Mohamed Boukheddar a été élu vendredi à la tête de Fédération algérienne de sauvetage, de secourisme et des activités subaquatiques (FASSAS) lors de l'Assemblée générale électorale (AGE) tenue au complexe sportif Ahmed-Ghermoul (Alger). Boukheddar Mohamed a devancé au vote Guezati Badis en bénéficiant de 19 voix contre 3 pour son concurrent. Les travaux se sont déroulés en présence de 22 membres sur les 32 composant l'assemblée générale. «Le vote s'est passé dans une ambiance conviviale. Je tâcherai d'honorer l'assemblée générale qui m'a élu à la majorité.

J'ai un programme assez ambitieux qui sera basé essentiellement sur la relance des compétitions nationales tout en restaurant la crédibilité de la fédération», a affirmé, Boukheddar, peu après son élection. Boukheddar succède à Chakroun Abdelkader, évincé suite au rejet des bilans moral et financier de l'exercice 2016, déclarés «insuffisants» et «incohérents». «Mon premier objectif est de réunir tout la famille subaquatique et surtout ressouder les liens entre les acteurs de la discipline. Par ailleurs, je m'engage à élever le niveau de formation qui sera mon cheval de bataille», a-t-il ajouté. Et

d'enchaîner : «Note pays a le potentiel d'abriter des compétitions internationales. A titre d'exemple, la traversée de la baie d'Alger qui reste juque là une épreuve nationale sera bientôt un rendez-vous international», a-t-il souligné. Sur le plan des participations internationales, le nouveau président de la FASSAS vise une «meilleure représentativité en matière de résultats». «Il est temps de changer les choses en matière de notre participation à l'étranger. Il faudra que les athlètes soient bien préparés pour de meilleurs résultats», a-t-il conclu.





Alger  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 28 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 12 °C  
Max 29 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 28 °C

France

## Onze candidats retenus pour l'élection présidentielle

Onze candidats ont été retenus pour le premier tour de l'élection présidentielle française le 23 avril, ayant réuni le nombre de parrainages d'élus requis, a annoncé samedi le Conseil constitutionnel. Huit premiers candidats avaient déjà franchi cette semaine le cap des 500 signatures d'élus nécessaires pour se présenter, dont les cinq en tête dans les intentions de vote, qui doivent se retrouver pour un débat télévisé lundi soir : le conservateur François Fillon, le socialiste Benoît Hamon, Emmanuel Macron («ni gauche ni droite»), Marine Le Pen (extrême droite), Jean-Luc Mélenchon (gauche radicale). Trois «petits» candidats, Nicolas Dupont-Aignan (souverainiste), Nathalie Arthaud (extrême gauche) et François Asselineau (souverainiste), complétaient la première liste, selon la même source.

Trois autres se sont qualifiés in extremis avant la clôture du dépôt des candidatures et parrainages vendredi soir, à l'issue d'une difficile campagne de terrain: Jacques Cheminade, déjà candidat en 1995 et 2012 avec un résultat symbolique, Jean Lassalle, député centriste et Philippe Poutou, qui porte le flambeau du Nouveau Parti Anticapitaliste (extrême gauche).

Les dossiers des onze candidats - il étaient dix en 2012 - ont été validés, la répartition des «parrains» respectant des critères de diversité géographique. Ces parrainages sont complétés par une déclaration de candidature ainsi qu'une déclaration de patrioïme. Plus de 14 500 élus, sur environ 42.000 en France, ont apporté leur signature à un candidat.

Y. G.

Après avoir dérobé une arme à un militaire en patrouille

## Un homme abattu à l'aéroport d'Orly

Un homme a été abattu hier matin par les forces de sécurité à l'aéroport d'Orly, au sud de Paris, après avoir dérobé une arme à un militaire en patrouille dans le cadre de la lutte antiterroriste, et le trafic aérien a été suspendu, a déclaré un porte-parole du ministère de l'Intérieur français. Vers 07h30 GMT, «un homme a dérobé une arme à un militaire puis s'est réfugié dans un commerce de l'aéroport avant d'être abattu par les forces de sécurité», a déclaré le porte-parole cité par l'AFP. Le «trafic aérien a été complètement interrompu» pour cet aéroport international, a annoncé l'aviation civile. Il n'y a pas eu de blessé, a précisé le ministère de l'Intérieur. Les deux terminaux d'Orly (Sud et Ouest) ont été fermés et les passagers étaient en cours d'évacuation, a indiqué Aéroports de Paris (ADP). Une opération de déminage était en cours pour déterminer si l'homme était porteur ou non d'explosif, a précisé le porte-parole du ministère de l'Intérieur Pierre-Henry Brandet. Un périmètre de sécurité a été mis en place et d'importants moyens policiers ont été engagés, a-t-il précisé. Le militaire auquel l'arme a été dérobée, en patrouille à l'aéroport d'Orly-Sud, fait partie de l'opération Sentinelle, mise en place à la suite des attentats de janvier 2015 à Paris. Depuis les attentats de novembre 2015 à Paris et en région parisienne (130 morts), la France vit sous le régime de l'état d'urgence qui a été prolongé plusieurs fois et doit rester en vigueur jusqu'au 15 juillet prochain.

L. T.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



Pêche

## Le Sahara occidental devrait pouvoir négocier un accord de partenariat avec l'UE



Le Sahara occidental devrait pouvoir négocier un accord de partenariat dans le secteur de la pêche avec l'Union européenne (UE), a estimé la vice-présidente de la Commission pêche au Parlement européen, Linnéa Engstram, exhortant le Front Polisario, représentant légitime du peuple sahraoui, à élaborer «une politique générale de gestion des ressources maritimes» sur lesquelles il veut recouvrer sa souveraineté. Dans une contribution publiée sur le site européen d'information euractiv.com, l'eurodéputée Engstram a affirmé que «le Polisario doit maintenant développer sa politique générale de gestion des ressources maritimes qu'il cherche à contrôler». «Si la Convention des Nations unies sur le droit de la mer donne à un Etat le droit d'utiliser des espaces maritimes, elle l'oblige également à assumer certains devoirs dans ces espaces», notamment ceux «de navigation et d'exploitation des ressources économiques, ainsi que ceux de la protection du milieu marin», a-t-elle fait remarquer, souli-

gnant que «les droits et les responsabilités» sont les deux faces d'une même médaille. Selon Linnéa Engstram, «le moment est venu pour le Polisario de développer au moins une politique générale, engagée en faveur de la durabilité et de la sécurité alimentaire», d'autant que «le droit international reconnaît le principe de la souveraineté permanente des peuples sur leurs ressources naturelles dans le cadre du droit à l'autodétermination». Une fois toutes ces conditions sont remplies, «le Front Polisario devrait avoir le droit, en tant que représentant officiel du peuple sahraoui, reconnu par l'ONU, de négocier un accord de partenariat de pêche durable avec l'UE», a-t-elle affirmé. Se référant à la définition des zones économiques exclusives établie en 1981 par le Maroc en vertu de la Convention de l'ONU sur le droit de la mer, la députée européenne indique que le Maroc n'a jamais revendiqué une quelconque souveraineté sur les eaux au large des côtes du Sahara occidental, alors que la République arabe sahraouie

et démocratique (Rasd) a bien délimité en 2009 son espace maritime sur lequel elle exerce des droits souverains en matière d'exploration et d'usage des ressources conformément à cette convention. L'eurodéputée s'est demandée, à ce titre, pourquoi l'UE doit verser une contribution financière au Maroc pour pêcher dans des eaux ne relevant pas de sa juridiction et ne dispose, de ce fait, d'aucune attribution pour vendre des droits de pêche. Cependant, selon l'observatoire des ressources naturelles au Sahara occidental (Wsrw), sur la base du Protocole de 2013 à l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche de 2006 entre l'UE et le Maroc, les navires de l'UE pêchent dans les eaux sahraouies et exploitent directement les ressources halieutiques relevant de la souveraineté permanente du peuple sahraoui.

«En fait, les deux tiers des navires de l'UE autorisés à pêcher par le présent accord UE-Maroc opèrent exclusivement dans les eaux sahraouies», a-t-il soutenu.

La récente jurisprudence de la Cour de justice de l'UE (Cjue) exclue définitivement le territoire du Sahara occidental du champ d'application des accords d'association et de libéralisation conclus entre l'UE et le Maroc, et reconnaît «sans aucune ambiguïté» au peuple sahraoui le droit à l'autodétermination et à la souveraineté permanente sur ses ressources naturelles comme énoncé par la Charte des Nations unies. R. I.

Centre du pays

## Cinq casemates pour terroristes détruites par l'armée

Cinq casemates pour terroristes ont été détruites et trois éléments de soutien aux groupes terroristes ont été appréhendés vendredi par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) et des éléments de la Gendarmerie nationale, a indiqué samedi un communiqué du ministère de la défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont détruit le 17 mars 2017 à Aïn Defla,

Tizi Ouzou /1ere RM et Bordj Bou Arréridj /5eme RM, cinq casemates pour terroristes, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé trois éléments de soutien aux groupes terroristes à Oran et Sidi Bel Abbès/2eme RM», a précisé la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières ont arrêté à Sidi Bel Abbès et

Tlemcen/2eme RM, trois narcotrafiquants et saisi une quantité de kif traité s'élevant à 103,25 kg.

D'autre part, des gardes-frontières ont mis en échec, à Souk Ahras, Tébesa et El Taref /5eme RM, des tentatives de contrebande d'une importante quantité de carburants s'élevant à 20 708 litres, tandis que 15 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Béchar, Ouargla et Tlemcen. M. O.

ACTU...

Turquie

## Lancement des travaux du plus grand pont suspendu au monde

La Turquie a lancé hier les travaux d'un gigantesque pont suspendu au-dessus du détroit des Dardanelles, qui lie la mer Egée à la mer de Marmara, dans le nord-ouest du pays.

Ce pont comptera six voies de circulation et sera ouvert au public en 2023, date du centenaire de la République turque, selon l'agence progouvernementale Anadolu.

En accord avec cette date, sa travée centrale mesurera 2 023 mètres, ce qui en fera le plus grand pont suspendu au monde, selon Anadolu, devançant le pont japonais Akashi Kaikyo, qui compte 1 991 mètres entre ses piliers principaux.

Le président Recep Tayyip Erdogan a lancé des chantiers monumentaux à travers le pays dans le but de construire une «Nouvelle Turquie» avec des infrastructures transformées à temps pour le 100<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la République turque par Mustafa Kemal Atatürk, en 2023.

Le projet devrait coûter plus de 10 milliards de livres turques (2,76 milliards de dollars), précise Anadolu. «Il s'agira du meilleur pont au monde. Il liera l'Europe et l'Asie», a déclaré M. Erdogan, en pleine campagne pour un référendum le 16 avril sur des réformes constitutionnelles.

R. M.

Coup d'Etat raté

## Le Renseignement allemand écarte l'implication de Gülen

Le chef des Renseignements extérieurs allemands, Bruno Kahl, a écarté l'implication du prédicateur Fethullah Gülen dans le putsch raté en juillet en Turquie. «La Turquie a essayé à différents niveaux de nous en convaincre. Mais jusqu'ici elle n'y est pas parvenue», a affirmé le président du Service fédéral d'informations (BND) dans un entretien accordé à l'hebdomadaire der Spiegel.

Le prédicateur exilé aux Etats-Unis Fethullah Gülen est accusé par les autorités turques d'être l'instigateur de la tentative de putsch du 15 juillet 2016 mais il dément catégoriquement toute implication. Son mouvement classé comme «Organisation terroriste», par Ankara responsable de la mort de 248 personnes lors de la nuit du coup d'Etat manqué.

Bruno Kahl assure en outre que le mouvement Gülen est «une association civile de formation continue religieuse et séculaire» qui «durant des décennies a coopéré» avec M. Erdogan et non un mouvement terroriste comme l'assure Ankara. Fethullah Gülen est à la tête d'un vaste réseau d'écoles, d'entreprises et d'ONG.

T. O.